

STATISTIQUES ET ÉTUDES GÉNÉRALES



Ministère de l'Équipement,
des Transports et du Tourisme
Ministère du Logement

COLLECTIONS STATISTIQUES

Direction des Affaires Économiques
et Internationales

1995

N° 171

Statistiques sur le logement social

le parc locatif social au 1^{er} janvier 1993 p. 3

*les aides de l'État à la pierre en 1993,
le PLA-CDC, le PLA d'insertion et la PALULOS* p. 23

LE PARC LOCATIF SOCIAL AU 1^{er} JANVIER 1993

Sommaire

GLOSSAIRE	page 4
NOTICE TECHNIQUE	page 5
PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE	page 6
PRINCIPAUX RÉSULTATS	page 7
I. LOCALISATION ET ÉVOLUTION DU PARC LOCATIF SOCIAL	page 8
I.1. Localisation régionale du parc	page 8
I.2. Densité du parc au 1 ^{er} janvier 1993	page 9
I.3. Évolution du parc en 1992	page 10
I.4. Le parc locatif social et sa localisation urbaine	page 10
II. ÉTAT STRUCTUREL DU PARC LOCATIF SOCIAL	page 12
II.1. Le parc locatif social par type d'habitat	page 12
II.2. La taille des logements	page 13
II.3. L'âge du parc locatif social	page 15
III. CATÉGORIES D'ORGANISMES GESTIONNAIRES	page 16
IV. LE CONVENTIONNEMENT	page 17
V. LA MOBILITÉ EN 1992	page 19
VI. LA VACANCE	page 21

Glossaire

ABRÉVIATIONS DIVERSES :

APL : Aide Personnalisée au Logement

DHC : Direction de l'Habitat et de la Construction (au Ministère du Logement)

HLM : Habitation à Loyer Modéré

PALULOS : Prime à l'Amélioration de Logements à Usage Locatif et Occupation Sociale

PC : Prêt Conventionné

PLA : Prêt Locatif Aidé

RMI : Revenu Minimum d'Insertion

ZEP : Zone d'Éducation Prioritaire

TYPE D'ORGANISME :

OPAC : Office Public d'Aménagement et de Construction

SA : Société Anonyme d'HLM

SEM : Société d'Économie Mixte

COMMUNE RURALE :

Une commune est définie comme rurale, à partir des données du recensement de la population 1990, si elle n'appartient pas à une unité urbaine ou si elle comprend moins de 2 000 habitants.

ANNÉE DE FIN DE CONSTRUCTION :

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée, dans le cas d'une construction neuve, ou de l'année d'entrée dans le parc HLM dans le cas d'une acquisition-amélioration.

ANNÉE DE MISE EN LOCATION :

Il s'agit de l'année de la première mise en location d'un programme ou d'une tranche de logements.

MOBILITÉ :

Le taux de mobilité est calculé en comparant le nombre annuel d'emménagements dans les logements en service au 1^{er} janvier de l'année précédant celle de l'enquête, au nombre total de logements du parc HLM existant à cette même date.

Pour l'enquête au 1^{er} janvier 1993, on exclut donc les emménagements de l'année 1992 dans les logements mis en location en 1992.

$$\text{Taux de mobilité au 1^{er} janvier 1993} = \frac{\text{emménagements sur le parc existant au 1^{er} janvier 1992}}{\text{total de logements existant au 1^{er} janvier 1993} \\ - \text{logements mis en location en 1992}}$$

TYPE DE CONVENTIONNEMENT :

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'aide personnalisée au logement (APL).

On distingue depuis le 1^{er} janvier 1988 deux types d'APL :

- l'APL 1 liée au financement PLA (conventionnement de type PLA),
ou PALULOS (avant le 1^{er} janvier 1988),
- l'APL 2 avec l'APL 2 B liée au financement PALULOS (convention avec travaux)
et l'APL 2 A liée au conventionnement sans travaux.

VACANCE :

On appelle logement vacant un logement pour lequel il n'existe pas de contrat de location en cours de validité ou prenant effet au 1^{er} janvier de l'année de l'enquête.

$$\text{Taux de vacance au 1^{er} janvier 1993} = \frac{\text{nombre de logements vacants au 1^{er} janvier 1993}}{\text{nombre total de logements au 1^{er} janvier 1993}}$$

Présentation de l'enquête

Le champ de l'enquête sur le parc locatifs sociaux est le parc propriété des organismes HLM ou des SEM (Société d'Économie Mixte) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1^{er} janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les services de l'État pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est effectuée par les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérée au niveau national par la direction des affaires économiques et internationales (DAEI).

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

Principaux résultats

Au 1^{er} janvier 1993 :

- 3 578 546 logements locatifs sociaux en France métropolitaine.
- 63 logements locatifs sociaux pour 1 000 habitants.
- 1 logement sur 9 est une construction individuelle.
- Plus de la moitié du parc locatif social est constituée de constructions de plus de 20 ans.
- Plus de 80 % du parc locatif social sont conventionnés.
- Taux de vacance en stabilisation par rapport à l'année précédente. Le taux de vacance totale se situe à 1,9 %.

Au cours de l'année 1992 :

- Le parc locatif social s'est accru de 45 069 logements.
- 346 144 emménagements sur le parc au 1^{er} janvier 1992, soit un taux de mobilité au 1^{er} janvier 1993 de 10,1 %.

I. Localisation et évolution du parc locatif social

Le parc locatif social : évolution et localisation régionales

RÉGION	Parc locatif social au 1/1/1992	Parc locatif social au 1/1/1993	Évolution 1993/1992	Population 1992	Parc locatif social pour 1000 habitants
Ile-de-France	997 519	1 017 276	1,98	10 822 364	94,0
Champagne-Ardenne	124 467	126 215	1,40	1 348 211	93,6
Picardie	111 657	114 175	2,26	1 834 406	62,2
Haute-Normandie	146 978	148 149	0,80	1 750 571	84,6
Centre	160 614	162 718	1,31	2 396 817	67,9
Basse-Normandie	97 998	98 576	0,59	1 399 025	70,5
Bourgogne	93 403	94 046	0,69	1 613 338	58,3
Nord-Pas-de-Calais	273 578	277 457	1,42	3 974 182	69,8
Lorraine	135 589	136 931	0,99	2 298 467	59,6
Alsace	83 513	81 604	- 2,29	1 639 691	49,8
Franche-Comté	67 747	68 378	0,93	1 103 827	61,9
Pays-de-la-Loire	162 177	164 965	1,72	3 092 914	53,3
Bretagne	106 134	108 145	1,89	2 816 345	38,4
Poitou-Charentes	61 347	61 863	0,84	1 609 375	38,4
Aquitaine	100 933	102 253	1,31	2 825 096	36,2
Midi-Pyrénées	81 477	84 026	3,13	2 458 051	34,2
Limousin	33 400	33 847	1,34	719 636	47,0
Rhône-Alpes	332 585	338 700	1,84	5 441 998	62,2
Auvergne	49 098	50 537	2,93	1 317 535	38,4
Languedoc-Roussillon	80 319	82 553	2,78	2 160 869	38,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	223 309	216 033	- 3,26	4 343 822	49,7
Corse	9 635	10 099	4,82	251 037	40,2
France métropolitaine	3 533 477	3 578 546	1,28	57 217 577	62,5

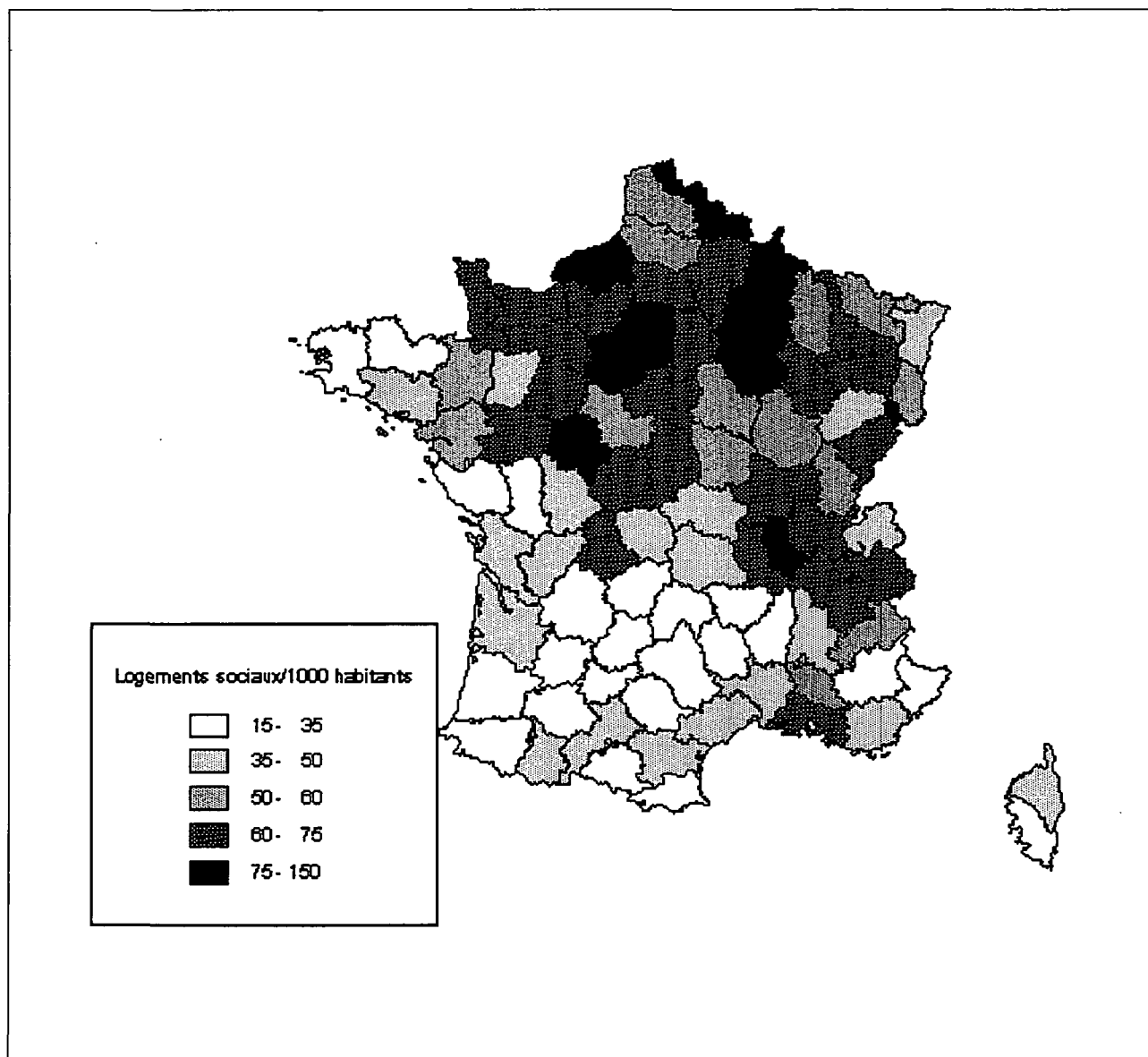
Source : Enquête sur le parc locatif social. DAEI/SDISC

I.1 Le parc locatif social et sa localisation régionale

Au 1^{er} janvier 1993, le patrimoine locatif social de la France métropolitaine s'élève à 3 578 546 logements.

L'implantation de ces logements locatifs sociaux n'est pas uniforme sur le territoire national. En effet, plus de la moitié du parc est concentrée sur les régions Ile-de-France, Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

I.2 Densité du parc locatif social pour 1 000 habitants



CARTE DE FRANCE DONNANT LES DENSITÉS DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX POUR 1 000 HABITANTS PAR DÉPARTEMENT.

Ce sont les régions Ile-de-France, Champagne-Ardenne et Haute-Normandie, qui ont le plus de logements locatifs sociaux pour 1 000 habitants, avec respectivement 94, 94 et 85 logements pour 1 000 habitants.

La densité de logements locatifs sociaux dans le Nord-Pas-de-Calais n'est pas parmi les plus élevées, les logements des Houillères n'appartenant pas au champ de l'enquête.

C'est dans les régions de type agricole, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Auvergne et Bretagne que l'on trouve les plus faibles densités de logements locatifs sociaux, avec respectivement 34, 36, 38 et 38 logements pour 1 000 habitants.

1.3 Évolution du parc locatif social en 1992

Le parc locatif social de la France métropolitaine est passé de 3 533 477 logements au 1^{er} janvier 1992 à 3 578 546 logements au 1^{er} janvier 1993, soit un accroissement de 1,28 %.

La diminution qui apparaît dans deux régions, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Alsace ne retrace pas la réalité, mais correspond à une surestimation des données au 1^{er} janvier 1992.

Il s'est accru dans les régions au cours de l'année 1992. La Corse, Midi-Pyrénées, l'Auvergne, le Languedoc-Roussillon ont connu des accroissements sensibles.

La densité du parc y est assez faible (voir tableau : *Le parc locatif social : évolution et localisation régionales*). En revanche, malgré une densité également assez faible, l'accroissement du parc a été beaucoup plus limité en Poitou-Charentes.

1.4 Le parc locatif social et sa localisation urbaine

Le logement locatif social n'occupe qu'une place restreinte dans l'ensemble des communes rurales, soit 2 %.

En revanche, environ une résidence principale sur cinq est un logement locatif social dans les grosses communes ainsi que dans l'unité urbaine de Paris où 22 % des logements sont des logements locatifs sociaux.

Le parc locatif social et sa localisation urbaine

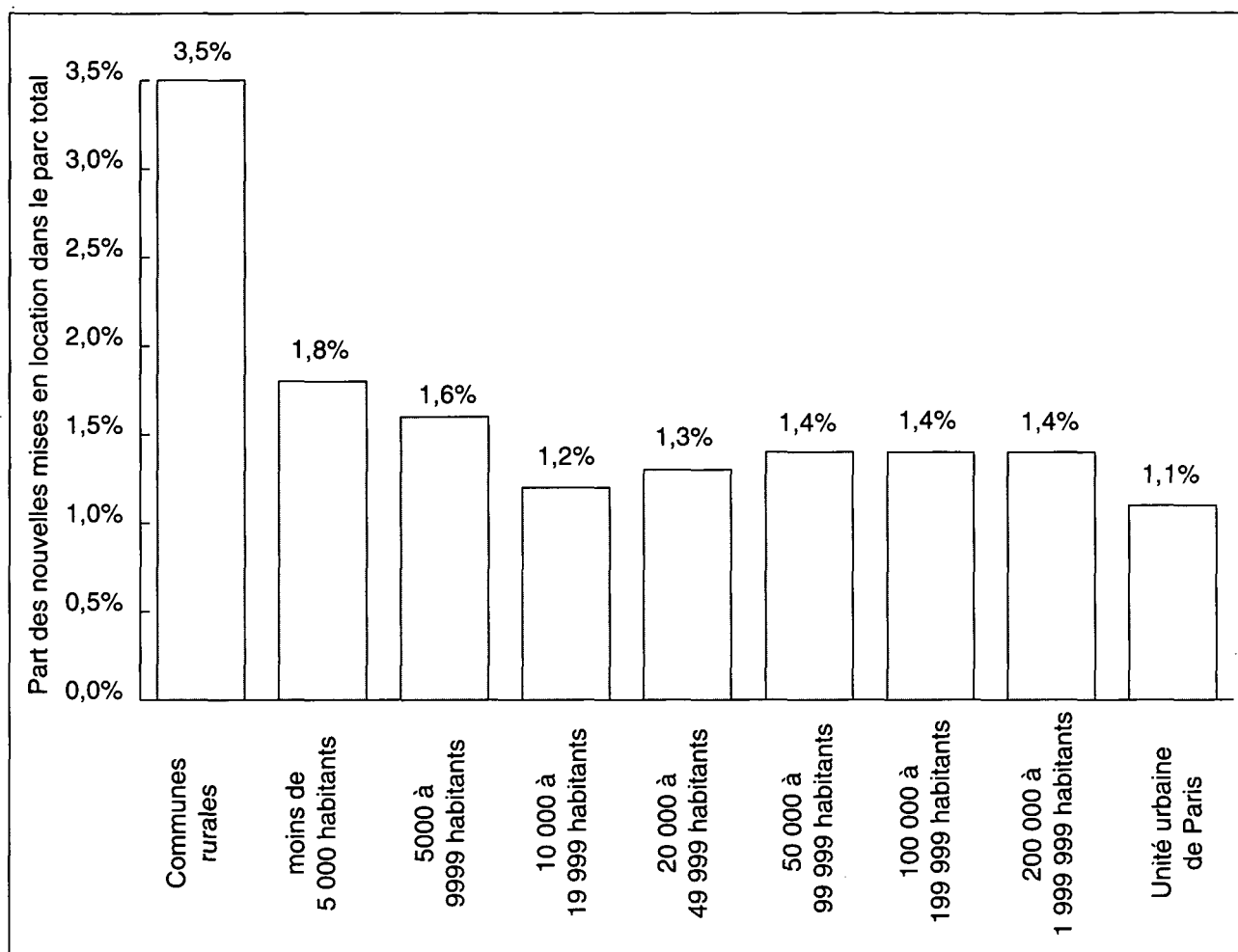
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	Parc locatif social au 1/1/1993	Parc de logements RP 1990	Part du parc locatif social/ parc RP 1990	Population 1992	Parc locatif social pour 1000 habitants
Communes rurales	154 567	7 289 737	2,1	14 940 831	10,3
moins de 5 000 habitants	122 629	1 548 775	7,9	3 438 969	35,7
5 000 à 9 999 habitants	157 635	1 444 218	10,9	3 148 646	50,1
10 000 à 19 999 habitants	194 367	1 343 915	14,5	2 792 832	69,6
20 000 à 49 999 habitants	331 681	1 743 992	19,0	3 860 726	85,9
50 000 à 99 999 habitants	355 487	1 624 974	21,9	3 688 111	96,4
100 000 à 199 999 habitants	364 374	1 698 564	21,5	3 921 294	92,9
200 000 à 1 999 999 habitants	956 104	5 324 589	18,0	11 991 454	79,7
Unité urbaine de Paris	941 702	4 218 224	22,3	9 434 714	99,8
France métropolitaine	3 578 546	26 236 988	13,6	57 217 577	62,5

Source : Enquête sur le parc locatif social. DAEI/SDISC

Les nouvelles mises en location, qui comprennent des constructions neuves, des améliorations et des réhabilitations, représentent 1,42 % du parc locatif social de la France métropolitaine.

C'est dans les communes rurales que les mises en location de 1992 contribuent le plus (3,48 %) à l'accroissement du parc. A l'inverse, dans l'unité urbaine de Paris et les communes appartenant à des unités urbaines de 10 000 à 19 999 habitants, la contribution des dernières mises en location à l'accroissement du parc n'est que de 1,12 % et 1,19 %.

Part des nouvelles mises en location suivant la localisation urbaine



II. État structurel du parc locatif social

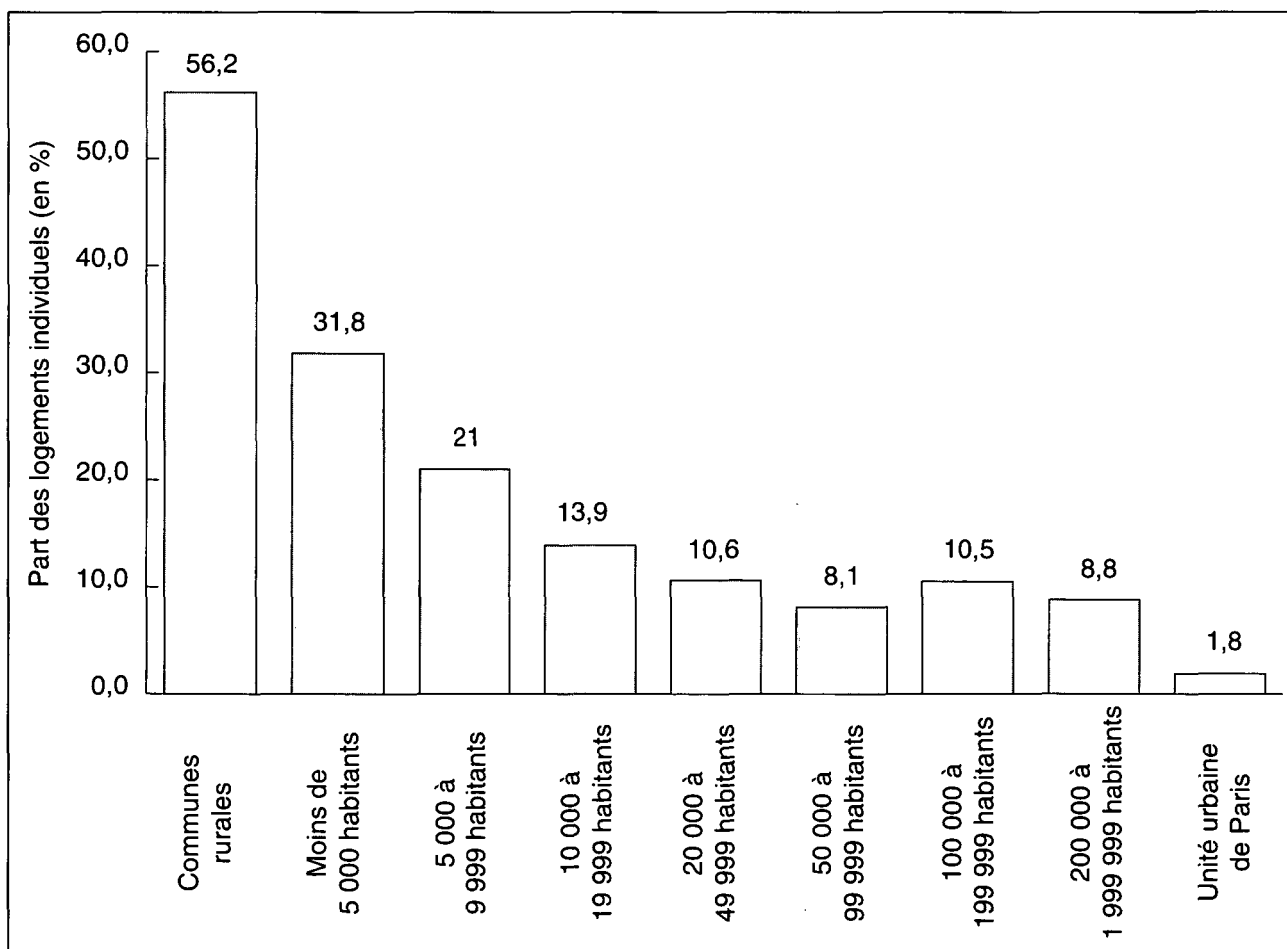
II.1 Le parc locatif social par type d'habitat

Le parc locatif social a pour principale caractéristique la prédominance des logements collectifs qui représentent en effet près de 90 % des logements locatifs sociaux.

Cependant, le type de construction est très lié à la localisation des logements : le logement individuel est prédominant dans les communes rurales où il représente 56,2 % des logements locatifs sociaux.

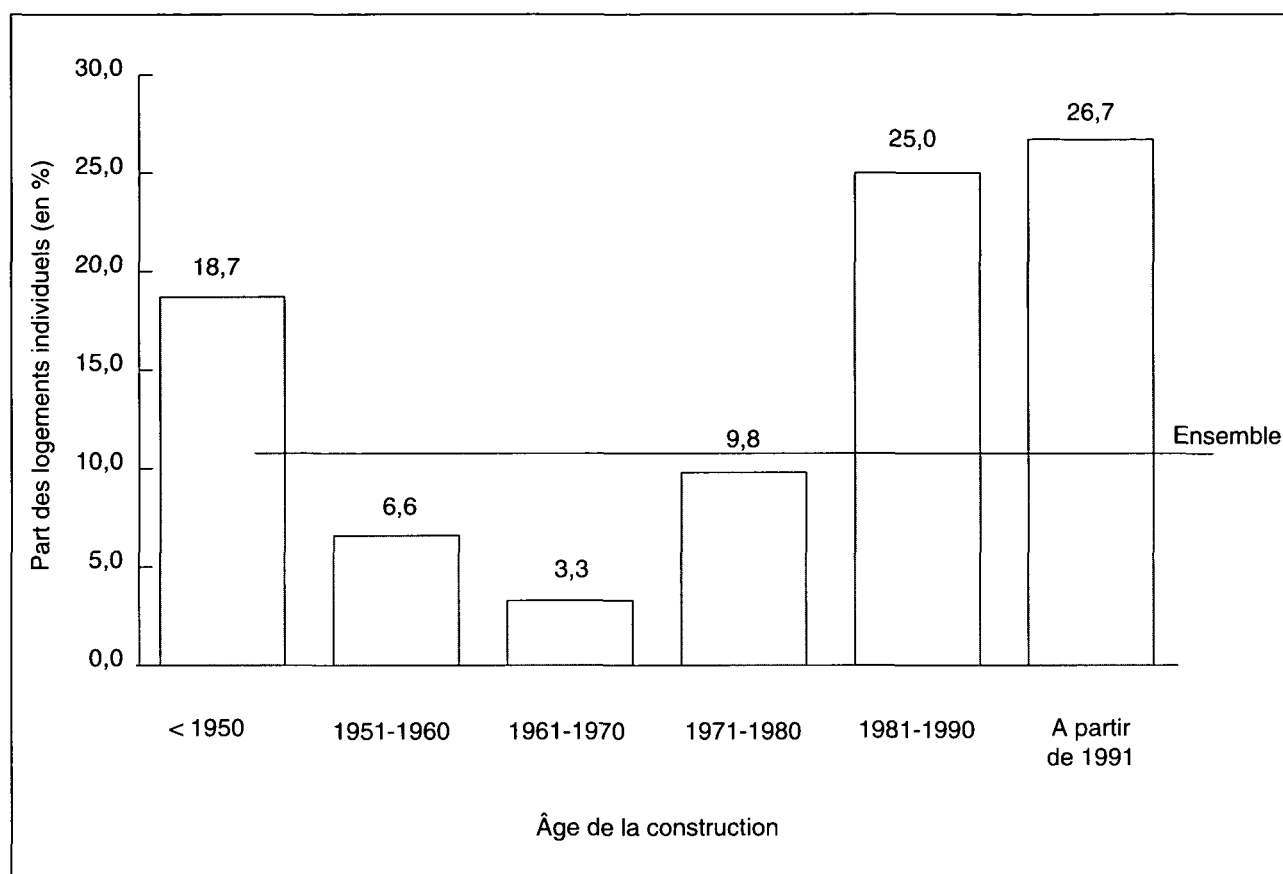
Cette part diminue avec l'augmentation de la taille de l'unité urbaine à laquelle appartiennent les communes pour n'atteindre que 1,8 % dans l'unité urbaine de Paris.

Importance des logements individuels selon la tranche d'unité urbaine



La part des logements individuels selon l'âge de la construction dans le parc au 1^{er} janvier 1993 varie fortement en fonction de la période de fin de construction ; elle est relativement importante pour les logements les plus anciens et devient inférieure à 10 % pour les logements construits entre 1950 et 1980 - atteignant même 3,3 % pour les générations 1961-1970 - mais dépasse 25 % pour les logements construits depuis 1980. Elle est actuellement en augmentation.

Part des logements individuels dans chaque génération de logements



II.2 La taille des logements

Un peu plus de 40 % des logements locatifs sociaux sont des logements de grande taille, d'au moins quatre pièces. Les logements de petite taille, de type F1 ou F2, représentent près d'un logement sur quatre.

La taille des logements du parc locatif social dépend de leur implantation, de leur type de construction et de leur âge.

On note en effet que la répartition par le nombre de pièces des logements est fonction de la taille de l'unité urbaine à laquelle appartient la commune. Globalement, plus l'unité urbaine est importante, plus la part des petits logements de types F1, F2 ou F3 est élevée. Le phénomène s'inverse pour les communes appartenant à des unités urbaines de moindre taille ou de type rural où le nombre de logements de grande taille, type F4 ou F5, augmente.

Répartition des logements par taille et par localisation urbaine

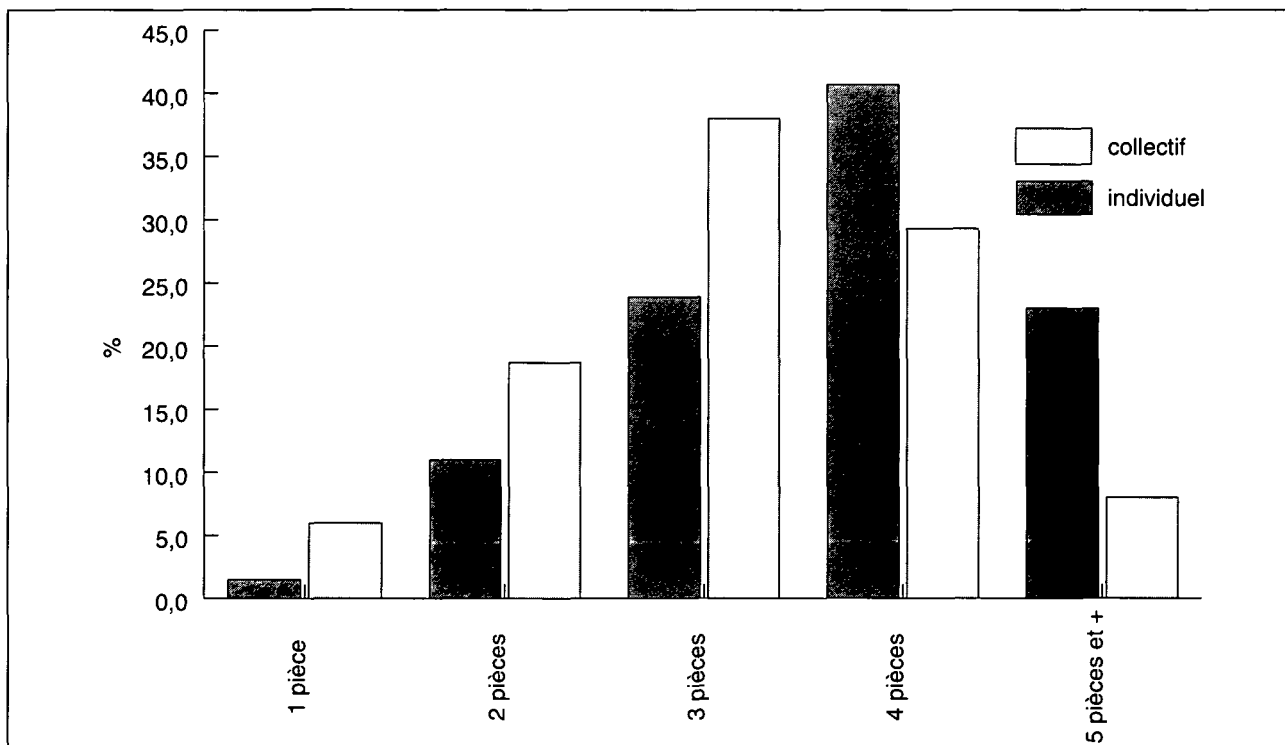
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	Part des logements une pièce	Part des logements deux pièces	Part des logements trois pièces	Part des logements quatre pièces	Parcs des logements cinq pièces et +
Communes rurales	4,6	16,2	32,8	34,8	11,6
Moins de 5 000 habitants	4,4	15,3	34,5	34,4	11,4
5 000 à 9 999 habitants	4,2	15,3	34,5	34,4	11,4
10 000 à 19 999 habitants	4,4	15,7	36,5	32,5	10,8
20 000 à 49 999 habitants	4,6	16,5	36,4	32,2	10,3
50 000 à 99 999 habitants	4,8	16,8	37,4	31,5	9,5
100 000 à 199 999 habitants	4,9	16,6	36,1	31,6	10,7
200 000 à 1 999 999 habitants	5,2	17,9	36,0	30,7	10,2
Unité urbaine de Paris	7,4	20,7	37,8	26,7	7,4
France métropolitaine	5,5	17,9	36,5	30,5	9,6

Source : Enquête sur le parc locatif social. DAE/SDISC

Si l'on examine séparément ces proportions, selon qu'il s'agit d'individuel ou de collectif, on constate que les logements locatifs sociaux de type individuel sont dans plus de 60 % des cas des logements d'au moins quatre pièces, alors que ces derniers ne représentent que 37 % des logements collectifs.

25 % des logements collectifs sont de type F1 ou F2, contre 12,5 % des logements individuels.

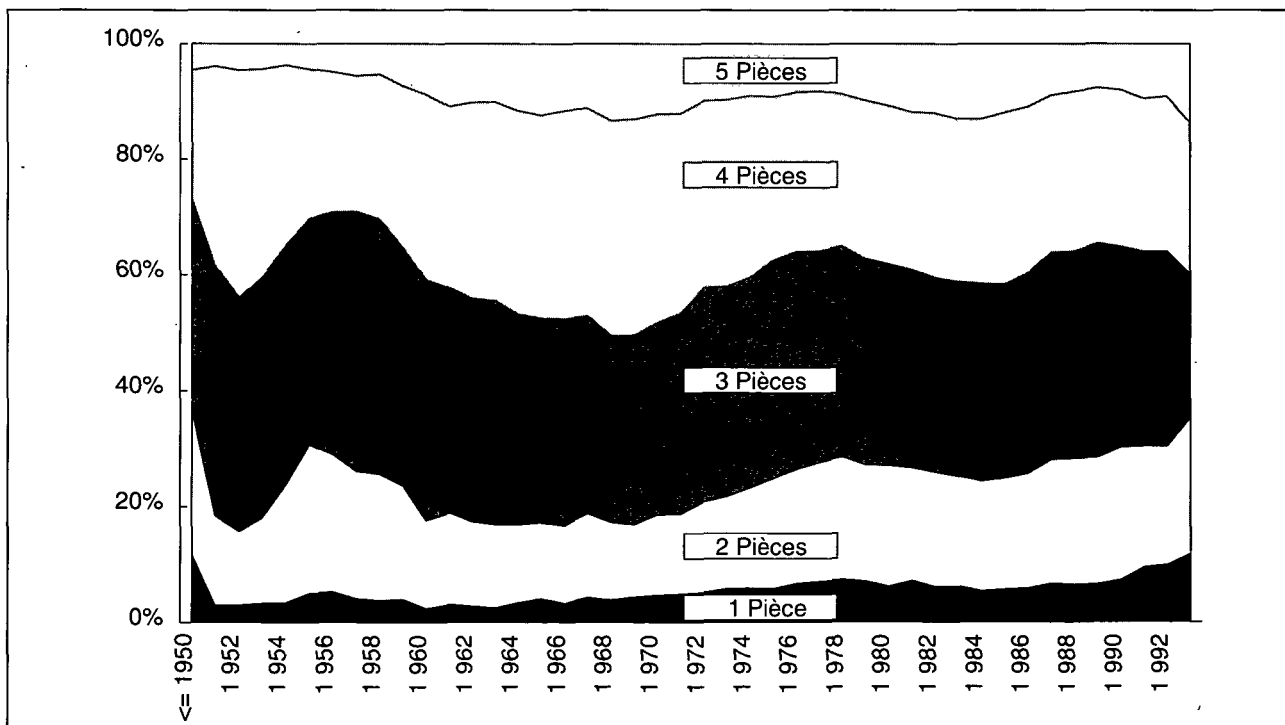
Répartition des logements selon le nombre de pièces et le type d'habitat



L'âge de la construction est également un critère discriminant pour la taille des logements du parc locatif social.

Dans les années soixante, la tendance était de privilégier les logements de 4 et 5 pièces. Depuis le début des années soixante-dix, on observe une augmentation progressive de la part des logements de 1 et 2 pièces.

Répartition des logements selon la date de fin de construction



II.3 L'âge du parc locatif social

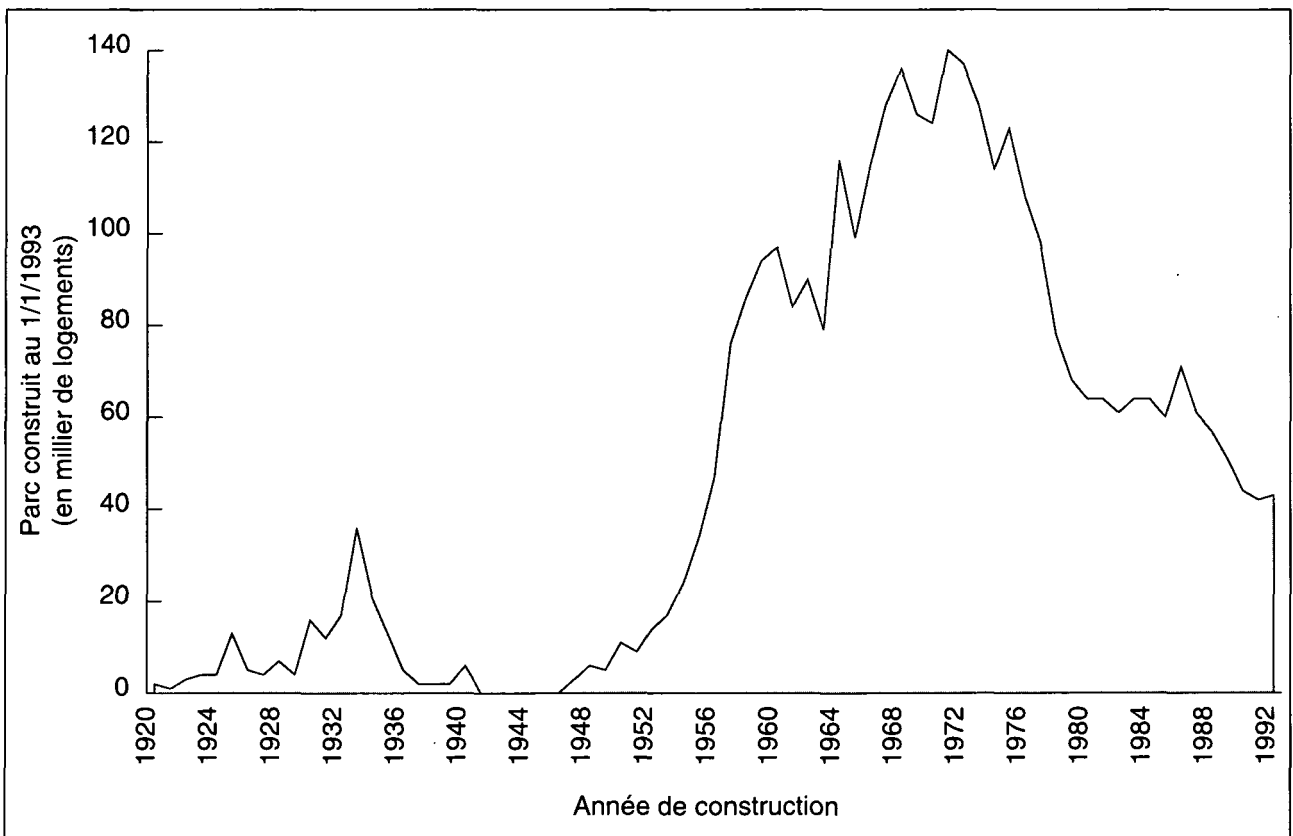
La part du parc locatif social dans l'ensemble des résidences principales, entre 1988 et 1992, est de moins en moins importante. Selon l'Enquête Logement de l'INSEE, elle est de 15,3 % en 1992.

Plus de 80 % du parc locatif social ont été construits avant 1981. On observe un net ralentissement de la construction de logements locatifs sociaux à partir des années 80.

Le rythme d'extension du parc qui était de 110 000 logements par an de 1961 à 1980, passe à 60 000 logements par an de 1981 à 1990, à 40 000 en 1991 et à 45 000 logements en 1992.

La réforme de 1977, en développant l'accès social, a fait apparaître une autre offre de logements, ce qui explique, en partie, cette tendance. Toutefois, à l'intérieur du parc locatif, qui comprenait selon l'enquête logement de l'INSEE 8 335 865 logements en 1992, la part du secteur social, HLM et non HLM, représentait plus de 45 % du parc.

L'âge du parc locatif social

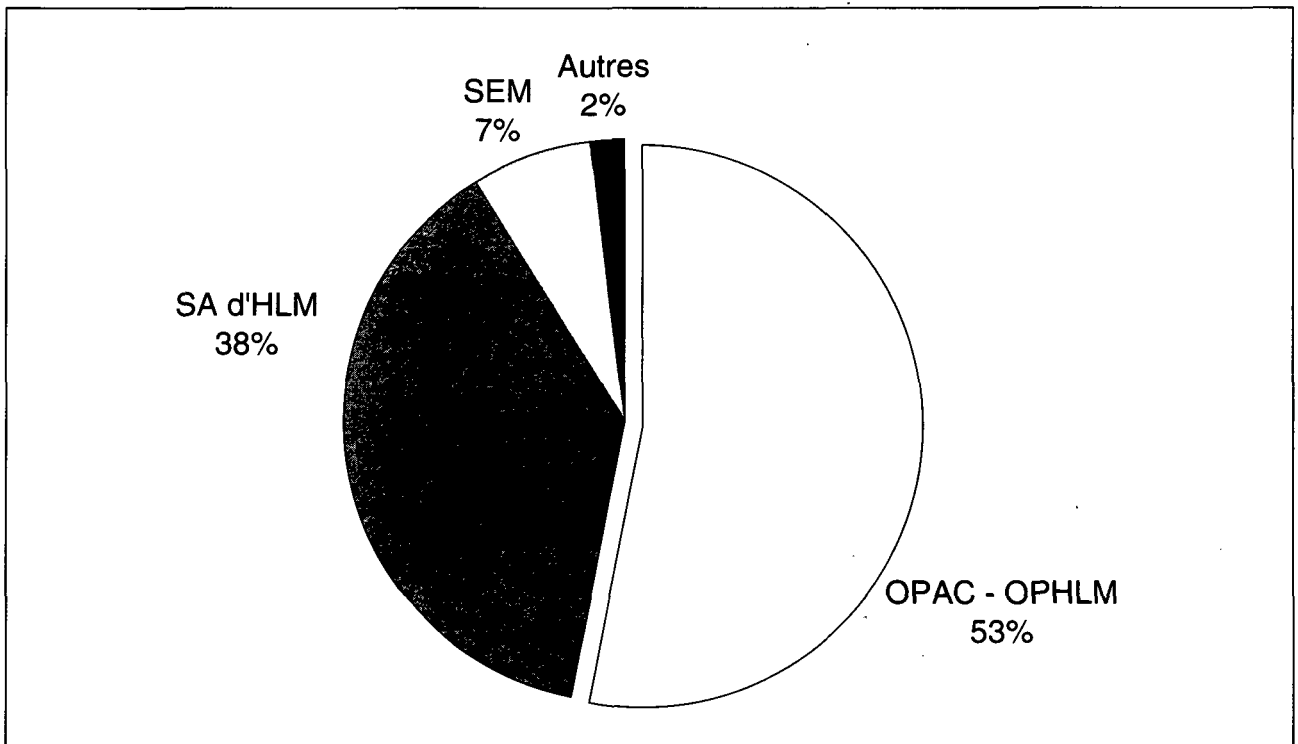


III. Les catégories d'organismes gestionnaires

Plus de 50 % des logements du parc locatif social appartiennent au patrimoine des OPAC et OP d'HLM. Les SA d'HLM représentent 38 % du parc.

Les 9 % de logements restants sont pour la plupart propriété des SEM (les Sociétés d'économie mixte).

Les catégories d'organismes gestionnaires



IV. Le conventionnement

Instauré par la loi du 3 janvier 1977, le système de conventionnement a été mis en place pour permettre d'accélérer la réhabilitation des logements locatifs sociaux grâce à la création d'une aide à la personne : l'aide personnalisée au logement (APL) compensant les hausses de loyers dues aux travaux.

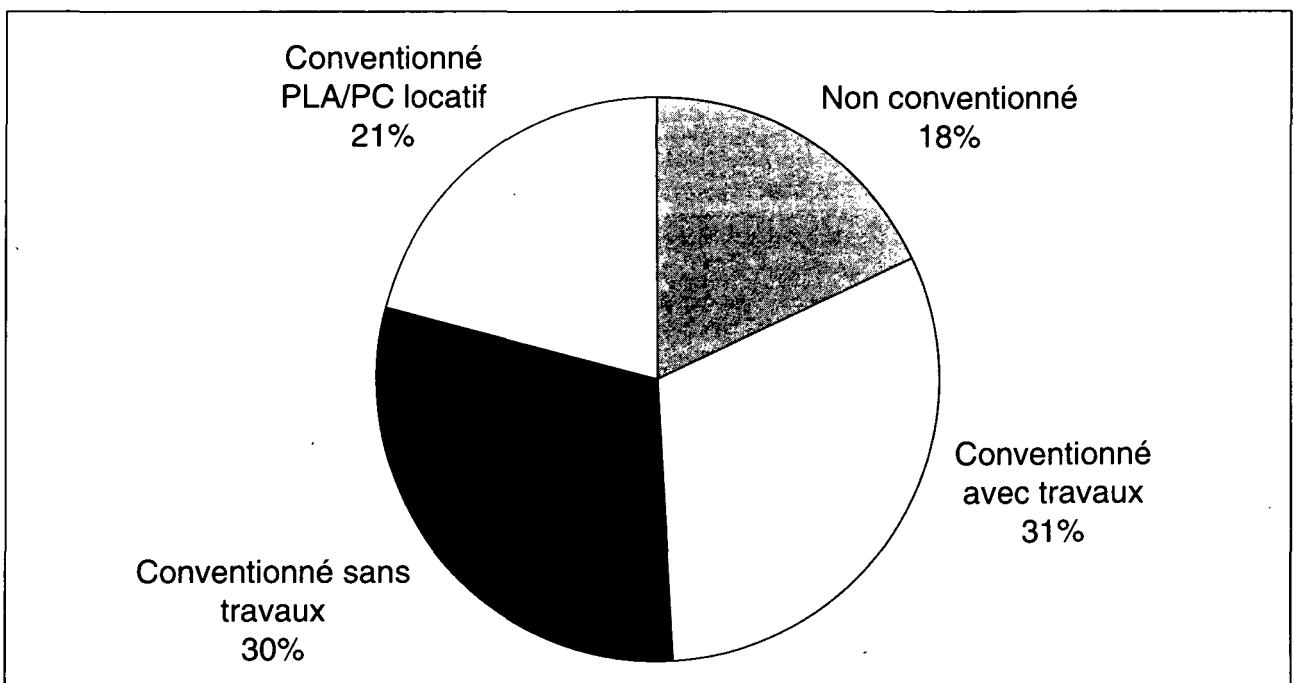
Le conventionnement sans travaux, interrompu en 1981, est de nouveau mis en oeuvre. Ce type de conventionnement a constitué le moyen juridique du "bouclage" du parc social mis en place à compter du 1^{er} janvier 1988.

Cette réforme a été couplée à une modification des barèmes d'aide personnalisée au logement (APL) applicables au parc locatif ; on distingue désormais :

- l'APL 1, applicable à tous les logements conventionnés avant le 1^{er} janvier 1988 ainsi qu'aux logements neufs ou acquis et améliorés conventionnés après le 1^{er} janvier 1988,
- l'APL 2, applicable aux logements conventionnés sans travaux après le 1^{er} janvier 1988, non éligibles à l'APL 1.

Au 1^{er} janvier 1993, 2 922 249 logements locatifs sociaux sont conventionnés, soit un peu plus de quatre logements sur cinq. Parmi ces logements, 38 % sont conventionnés sans travaux, 37 % avec travaux et 25 % en PLA / PC locatif.

Le conventionnement du parc



Le taux de conventionnement est lié à la localisation des logements sociaux. C'est dans les communes rurales qu'on observe le plus fort taux de conventionnement avec 95 % de logements conventionnés, alors que seuls 54 % des logements locatifs sociaux font l'objet d'un conventionnement dans l'unité urbaine de Paris. Ce phénomène s'explique par l'importance des dernières mises en location en secteur rural, puisque c'est dans les années 80 que le conventionnement a atteint son maximum.

Taux de conventionnement

Âge de la construction	Taux de conventionnement
Jusqu'à 1950	54,6
1951 à 1960	78,4
1961 à 1970	80,0
1971 à 1980	78,2
1981 à 1990	98,2
1991 et après	94,6
Total	80,9

Source : Enquête sur le parc locatif social. DAEI/SDISC

Taux de conventionnement

Tranche d'unité urbaine	Total logements conventionnés	Total logements	Taux de conventionnement
Communes rurales	146 174	154 567	94,6
Moins de 5 000 habitants	114 290	122 629	93,2
5 000 à 9 999 habitants	145 178	157 635	92,1
10 000 à 19 999 habitants	173 287	194 367	89,2
20 000 à 49 999 habitants	296 569	331 681	89,4
50 000 à 99 999 habitants	324 311	355 487	91,2
100 000 à 199 999 habitants	341 126	364 374	93,6
200 000 à 1 999 999 habitants	849 498	956 104	88,8
Unité urbaine de Paris	506 009	941 702	53,7
France métropolitaine	2 896 442	3 578 546	80,9

Source : Enquête sur le parc locatif social. DAEI/SDISC

V. La mobilité en 1992

Le taux de mobilité dans le parc locatif social est calculé en tenant compte uniquement des emménagements ayant eu lieu en 1992 dans des logements du parc au 1er janvier 1993 qui existaient déjà au 1er janvier 1992. On exclut donc les emménagements qui se sont produits en 1992 sur le nouveau parc, lors d'une première location. Toutefois, on n'exclut pas les emménagements dans les logements mis en location en 1991, dont certains correspondent aussi à une première location.

Dans l'ensemble de la France métropolitaine, le taux de mobilité sur le parc locatif social est de 10,1 %, ce qui correspond à 346 144 emménagements, en baisse légère par rapport à 1991 où il était proche de 10,3 %.

Cette tendance à la baisse de la mobilité s'explique par de fortes tensions entre l'offre et la demande de logements. Les sorties du parc tendent à diminuer du fait des problèmes économiques rencontrés aujourd'hui par les ménages : difficultés liées à l'emploi, au coût de l'accession à la propriété.

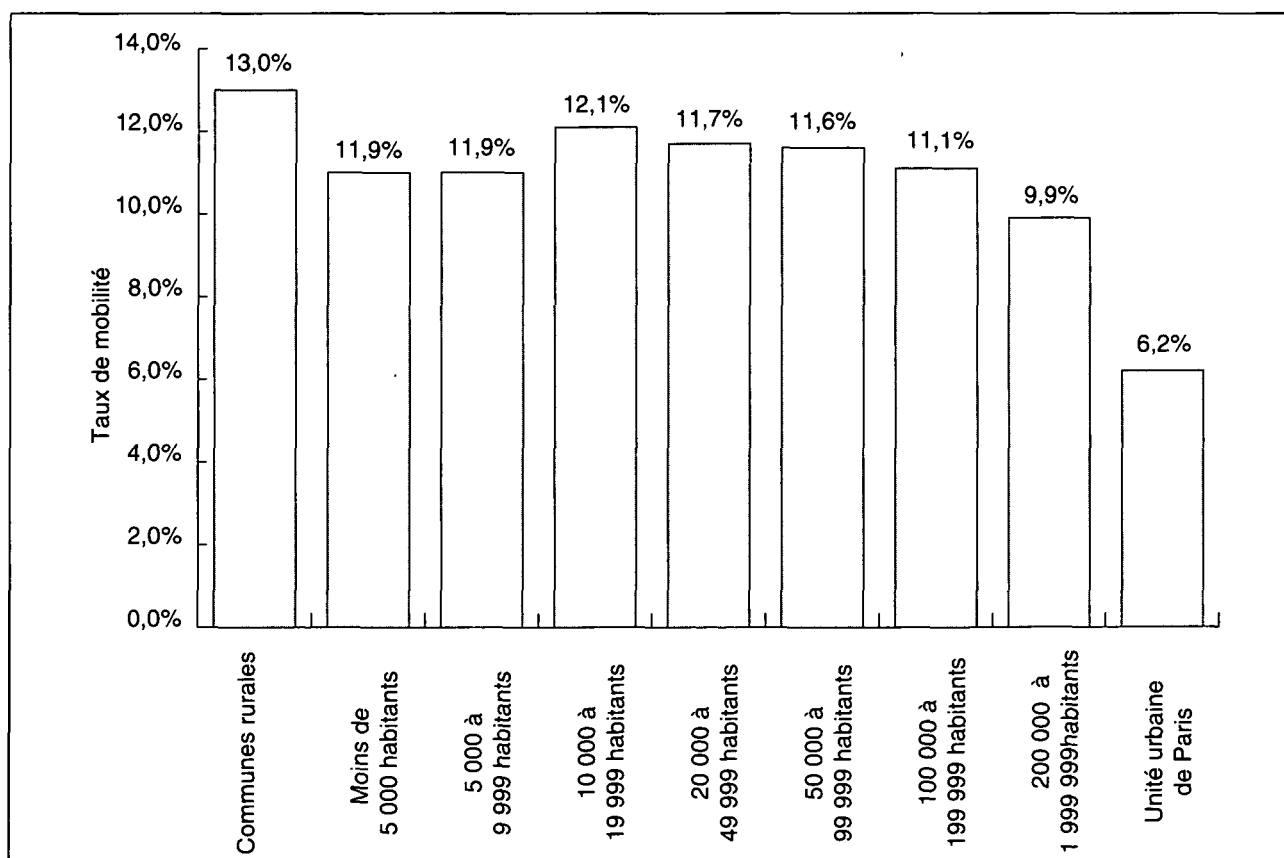
De plus, on note une réduction de la vacance, ce qui conduit à une restriction des possibilités de mutations.

La mobilité et la localisation des logements

Le taux de mobilité est très dépendant de la localisation des logements; c'est dans les communes rurales que l'on trouve la plus forte mobilité avec un taux qui atteint presque 13 %. Les tensions y sont en effet moindres du fait que le logement locatif social y reste un tremplin pour l'accession à la propriété.

La mobilité décroît en fonction de la taille des unités urbaines. Le taux de mobilité est proche de 10 % dans les unités urbaines de 200 000 à 2 000 000 habitants et de 7 % dans l'unité urbaine de Paris.

La mobilité selon la localisation urbaine



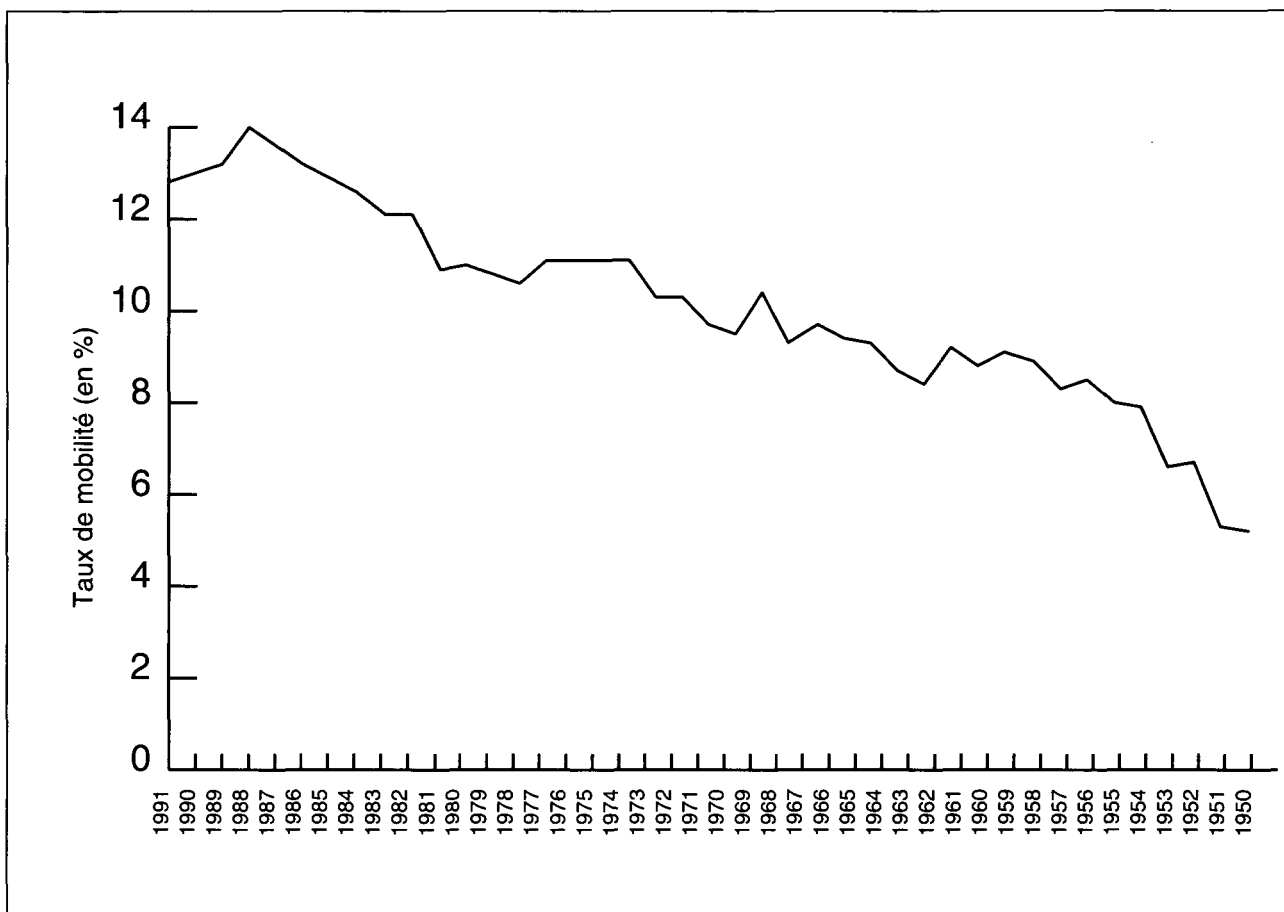
La mobilité et le type de construction

C'est dans les logements locatifs sociaux de type collectif que l'on enregistre la mobilité la plus forte, avec un taux de 10,3 %, alors qu'il est de 8,5 % dans le parc individuel.

La mobilité et l'âge de la construction

On observe une forte corrélation entre le taux de mobilité et l'âge de la construction. La mobilité décroît avec l'âge de la construction; elle est inférieure à 10 % pour les logements construits avant 1970 et atteint 13 à 14 % pour les logements récents.

La mobilité selon l'année de fin de construction



Le phénomène se caractérise par le faible niveau des loyers du parc ancien. Ce sont plutôt des personnes âgées qui occupent les logements de ce parc ; or ces personnes sont souvent celles qui changent le moins fréquemment de résidence principale.

Au contraire, le parc récent à loyer plus élevé est principalement occupé par des ménages plus jeunes pour lesquels le logement en HLM est souvent plus temporaire.

VI. La vacance

La vacance, tout comme la mobilité, permet de mettre en évidence des tensions existant sur le marché du logement locatif social.

Un logement vacant est un logement pour lequel il n'existe pas de contrat de location en cours de validité à la date de l'enquête.

On distingue différents types de vacance selon la durée de celle-ci :

- vacance de moins de trois mois
- vacance de plus de trois mois pour absence de candidats
- vacance de plus de trois mois pour autres causes.

La vacance est de 1,9 % au 1^{er} janvier 1993 et a peu évolué par rapport à l'année précédente. Ce bas niveau de la vacance s'explique en partie par les difficultés que rencontrent actuellement les ménages pour accéder à la propriété.

LES AIDES DE L'ÉTAT À LA PIERRE EN 1993

Sommaire

GLOSSAIRE	page 24
-----------	---------

I. LA SUBVENTION LOCATIVE AIDÉE	page 25
1. Présentation	page 25
2. Principaux résultats et commentaires	page 26
3. Tableaux	page 27

II. LA SUBVENTION À L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (PALULOS)	page 35
1. Présentation	page 35
2. Principaux résultats et commentaires	page 36
3. Tableaux	page 37

Glossaire

CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRE :

Office public d'aménagement et de construction (OPAC)
Office public d'HLM
Société anonyme d'HLM
Société coopérative de production HLM
Société de crédit immobilier HLM
Société d'économie mixte de construction
Société d'économie mixte de rénovation urbaine ou rénovation immobilière
Collectivités locales
Organismes agréés.

DSQ :

Développement social des quartiers. Il s'est agi d'une démarche contractuelle, associant pour la durée du Xème plan (1989-1993), État, régions et communes, destinée à améliorer la vie des habitants de quartiers connaissant des difficultés socio-économiques ou des problèmes urbains et culturels majeurs.

OPÉRATIONS EN DÉPASSEMENT :

Dans des cas très particuliers, charge foncière élevée, tensions sur le marché immobilier, par exemple, des dépassements du prix de référence peuvent être autorisés et, parfois, financés.

NATURE DU LOGEMENT :

on distingue les catégories suivantes,
Logements ordinaires
Logements étudiants
Foyers pour personnes âgées
Foyers pour travailleurs migrants
Foyers pour handicapés physiques
Foyers pour personnes seules.

NOMBRE DE LOGEMENTS :

Sont comptés tous les logements, individuels ou collectifs.

PALULOS :

Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et occupation sociale.

PETITS TRAVAUX :

Travaux d'un montant inférieur à 15 000 F par logement.

PLA D'INSERTION :

Prêt locatif aidé destiné à une population à très faibles revenus.

PRIX DE REVIENT :

Correspond au prix de revient estimé au moment du dépôt de la demande.

TAUX DE SUBVENTION :

Rapport entre la subvention d'État et le montant des travaux subventionnables.

I. Les subventions pour la construction, l'acquisition-amélioration de logements locatifs sociaux : le PLA et le PLA d'insertion

Présentation

Ces prêts et subventions sont subordonnés à la signature d'une convention entre l'État et le propriétaire, organisme HLM ou SEM de construction ; ce peut être également un organisme à vocation sociale agréé par le Préfet, pour des logements ne dépassant pas un prix de référence défini et dont l'occupation est réglementée pendant quinze ans.

Le taux de la subvention du PLA est de 12,7 % du prix de revient de l'opération limité, dans le cas général, à 90 % du prix de référence. Ce taux peut être porté, dans certaines conditions, à 15 % ou 20 %.

En ce qui concerne le PLA d'insertion, le taux est porté à 20 % du prix de revient toujours limité à 90 % du prix de référence.

Les statistiques publiées dans le présent document résultent d'une exploitation nationale des décisions de financement PLA et PALULOS prononcées à l'issue de l'instruction effectuée par les Directions Départementales de l'Équipement. Elles portent sur l'ensemble de la France métropolitaine à l'exception de la région Corse.

Note importante : le document n'aborde ici que la subvention d'État, dissociée du prêt depuis la création, en 1988, de la ligne budgétaire dite fongible. Le sigle **PLA**, mieux connu que SLA, sera cependant systématiquement utilisé pour ne désigner que la subvention versée par l'État aux organismes.

Principaux résultats et commentaires

Les subventions accordées ont augmenté de plus de 14 % entre 1992 et 1993, passant de 3,5 milliards de francs à plus de 4 milliards de francs. Le nombre de logements concernés augmente de plus de 8 %, passant de 72 723 à 78 723, et la subvention moyenne par logement de 5,44 %.

Ce sont les mêmes quatre régions qu'en 1993, à savoir l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais, qui ont bénéficié de 48,2 % des subventions accordées concernant 44,8 % des logements aidés.

Toutes les régions n'ont pas connu une évolution identique d'une année à l'autre : si l'augmentation est dans l'ensemble de 14 % en ce qui concerne le montant des subventions reçues et de 8,3 % pour le nombre de logements concernés, deux régions ont connu une diminution des subventions : Bretagne (- 16,2 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (- 7,7 %). Dans quatre régions on constate une diminution du nombre de logements : Bretagne, et Limousin, aux alentours de 18 %, Champagne-Ardenne, environ 9 %, et Provence-Alpes-Côte d'Azur, 5 %.

A l'opposé, de nombreuses régions connaissent un taux d'accroissement du nombre de logements aidés, ainsi que des subventions versées, très supérieur aux taux constatés pour l'ensemble des régions : respectivement 37,1 et 39,9 % en Picardie, 35,6 % et 47,7 % en Languedoc-Roussillon, 28,3 % et 26,9 % en Alsace, pour ne citer que trois régions.

La subvention moyenne par logement passe de 48 366 F à 50 999 F, soit une hausse supérieure à l'inflation. Compte tenu à la fois de l'augmentation du nombre de logements concernés et de celle des subventions versées, c'est dans les régions suivantes que la hausse de la subvention moyenne par logement est la plus forte : Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon.

PLA d'insertion

Si le PLA connaît dans son ensemble une croissance forte, la masse des subventions de PLA d'insertion versées stagne (+ 4,1 %), alors que le nombre de logements aidés décroît de 0,4 %. L'arrivée du PLA très social (PLA-TS), qui permet d'effectuer des opérations mixtes, (PLA normal et PLA-TS), devrait relancer la construction de logements destinés à une population défavorisée.

Nature du logement

En 1992, les logements ordinaires aidés représentaient plus de 93 % du nombre total de logements. En 1993, ils représentent presque 95 % des logements.

Neuf-ancien

En 1993, les aides ont porté à 84 % sur des opérations de construction neuve dont 96 % sont des logements ordinaires et 4 % correspondent à des logements pour étudiants ou à des logements-foyers.

Catégorie de bénéficiaire

Les SA d'HLM comme en 1992 ont fait appel d'une manière plus importante que les autres catégories d'organisme au PLA pour près de la moitié, 47 %, des logements financés par l'État, alors que le parc qu'elles possèdent ne représente que 38 % des logements au 1^{er} janvier 1993. Il faut noter le triplement des subventions versées aux collectivités locales et organismes agréés : plus de 93 millions de F en 1993 contre 32 millions en 1992, même si les masses en jeu restent encore assez faibles.

Évolution par tranche d'unité urbaine

On constate une diminution relative de la part des subventions versées pour les constructions dans l'unité urbaine de Paris, au profit en particulier des opérations de construction dans les communes rurales.

Ce phénomène provient essentiellement des OPAC et des OP d'HLM. En 1993, ils ont financé l'acquisition ou démarré la construction de 39,4 % des logements financés en PLA en France métropolitaine, mais cette proportion passe à 52,6 % des logements dans les communes rurales.

Liste des tableaux

■ 1. par région

- le PLA, tableau général par région
- le PLA, dont le PLA d'insertion par région
- le PLA par nature du logement
- le PLA par objet de financement
- le PLA pour les logements, à l'exclusion des foyers, par objet de financement
- le PLA par catégorie de bénéficiaire
- le PLA pour les logements, à l'exclusion des foyers, par nature du logement

■ 2. par tranche d'unité urbaine

- le PLA, dont le PLA d'insertion
- le PLA par catégorie de bénéficiaire
- le PLA par objet du financement

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région

RÉGIONS	Montant total des subventions (millier de F)	% régional	Nombre de logements	% régional	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux de subvention %
Ile-de-France	935 469	23,3	15 962	20,3	58 606	10,4
Champagne-Ardenne	87 740	2,2	1 468	1,9	59 768	11,1
Picardie	150 629	3,8	2 852	3,6	52 815	12,4
Haute-Normandie	145 409	3,6	2 661	3,4	54 644	12,6
Centre	204 747	5,1	4 505	5,7	45 448	12,1
Basse-Normandie	106 481	2,7	2 229	2,8	47 771	10,8
Bourgogne	85 967	2,1	1 848	2,3	46 519	12,7
Nord-Pas-de-Calais	299 355	7,5	5 525	7,0	54 181	13,0
Lorraine	110 798	2,8	2 503	3,2	44 266	11,0
Alsace	87 170	2,2	1 876	2,4	46 466	11,8
Franche-Comté	65 332	1,6	1 398	1,8	46 733	12,5
Pays de la Loire	205 098	5,1	4 232	5,4	48 463	12,4
Bretagne	140 938	3,5	3 513	4,5	40 119	11,3
Poitou-Charentes	92 280	2,3	1 974	2,5	46 748	13,1
Aquitaine	193 374	4,8	4 302	5,5	44 949	12,5
Midi-Pyrénées	133 437	3,3	2 910	3,7	45 854	12,8
Limousin	27 997	0,7	506	0,6	55 330	12,6
Rhône-Alpes	447 187	11,1	8 931	11,3	50 071	12,0
Auvergne	74 855	1,9	1 414	1,8	52 938	12,5
Languedoc-Roussillon	168 128	4,2	3 259	4,1	51 589	13,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	252 397	6,3	4 855	6,2	51 987	11,4
Total	4 014 797	100,0	78 723	100,0	50 999	11,7

Source : Prétial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région

RÉGIONS	PLA (ENSEMBLE)				DONT PLA D'INSERTION			
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux de subvention %	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux de subvention %
Ile-de-France	935 469	15 962	58 606	10,4	61 041	815	74 897	12,7
Champagne-Ardenne	87 740	1 468	59 768	11,1	12 822	181	70 841	19,5
Picardie	150 629	2 852	52 815	12,4	18 898	278	67 979	20,0
Haute-Normandie	145 409	2 661	54 644	12,6	12 873	245	52 544	19,6
Centre	204 747	4 505	45 448	12,1	25 179	455	55 340	17,4
Basse-Normandie	106 481	2 229	47 771	10,8	8 080	163	49 573	19,4
Bourgogne	85 967	1 848	46 519	12,7	10 752	190	56 591	19,4
Nord-Pas-de-Calais	299 355	5 525	54 181	13,0	73 286	983	74 553	19,9
Lorraine	110 798	2 503	44 266	11,0	18 945	330	57 410	19,8
Alsace	87 170	1 876	46 466	11,8	4 388	81	54 173	19,8
Franche-Comté	65 332	1 398	46 733	12,5	8 885	166	53 529	19,3
Pays de la Loire	205 098	4 232	48 463	12,4	13 385	214	62 550	20,1
Bretagne	140 938	3 513	40 119	11,3	14 695	258	56 957	19,5
Poitou-Charentes	92 280	1 974	46 748	13,1	8 825	140	63 036	18,8
Aquitaine	193 374	4 302	44 949	12,5	11 846	205	57 785	19,5
Midi-Pyrénées	133 437	2 910	45 854	12,8	14 901	293	50 856	18,5
Limousin	27 997	506	55 330	12,6	2 509	44	57 034	19,4
Rhône-Alpes	447 187	8 931	50 071	12,0	52 568	889	59 132	17,2
Auvergne	74 855	1 414	52 938	12,5	11 699	193	60 621	16,0
Languedoc-Roussillon	168 128	3 259	51 589	13,1	18 475	312	59 216	19,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	252 397	4 855	51 987	11,4	16 391	304	53 920	12,7
Total	4 014 797	78 723	50 999	11,7	420 451	6 739	62 390	17,3

Source : Prétial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région et par nature du logement

RÉGIONS	LOGEMENTS ORDINAIRES			LOGEMENTS ÉTUDIANTS			FOYERS PERSONNES ÂGÉES			FOYERS TRAVAILLEURS MIGRANTS		
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)
Ile-de-France	898 965	14 957	60 103	1 651	71	23 260	13 987	309	45 267	9 838	338	29 108
Champagne-Ardenne	87 740	1 468	59 768	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Picardie	147 880	2 742	53 931	-	-	-	1 692	61	27 746	1 056	49	21 566
Haute-Normandie	140 102	2 519	55 618	-	-	-	3 737	93	40 186	-	-	-
Centre	190 771	3 926	48 591	11 209	480	23 353	1 547	66	23 449	-	-	-
Basse-Normandie	104 025	2 156	48 249	-	-	-	1 859	48	38 745	320	9	35 644
Bourgogne	81 741	1 740	46 977	-	-	-	3 400	87	39 080	523	12	43 658
Nord-Pas-de-Calais	94 119	5 392	54 547	495	8	61 950	2 734	81	33 759	-	-	-
Lorraine	110 020	2 467	44 596	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Alsace	82 221	1 694	48 536	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Franche-Comté	64 348	1 336	48 165	-	-	-	-	-	-	984	62	15 875
Pays de la Loire	203 059	4 158	48 835	-	-	-	721	11	65 569	1 317	63	20 916
Bretagne	137 027	3 363	40 745	2 514	110	22 854	743	18	41 288	-	-	-
Poitou-Charentes	87 299	1 821	47 940	-	-	-	4 184	135	30 997	296	6	49 363
Aquitaine	179 669	3 899	46 080	-	-	-	8 856	220	40 255	-	-	-
Midi-Pyrénées	126 329	2 700	46 788	-	-	-	3 864	105	36 804	312	10	31 291
Limousin	27 997	506	55 330	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rhône-Alpes	432 106	8 489	50 901	2 210	80	27 634	5 194	152	34 174	2 833	70	40 481
Auvergne	71 046	1 274	55 766	1 795	73	24 599	-	-	-	-	-	-
Languedoc-Roussillon	168 128	3 259	51 589	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	249 823	4 778	52 286	-	-	-	2 356	69	34 156	216	8	27 072
Total	3 884 424	74 644	52 039	19 877	822	24 181	54 880	1 455	37 718	17 701	627	28 232

Source : Prétrial DAE/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région et par nature du logement (suite)

RÉGIONS	FOYERS HANDICAPÉS PHYSIQUES			FOYERS PERSONNES SEULES			ENSEMBLE		
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)
Ile-de-France	4 530	91	49 787	6 495	196	33 139	935 469	15 962	58 606
Champagne-Ardenne	-	-	-	-	-	-	87 740	1 468	59 768
Picardie	-	-	-	-	-	-	150 629	2 852	52 815
Haute-Normandie	1 569	49	32 040	-	-	-	145 409	2 661	54 644
Centre	784	24	32 679	433	9	48 213	204 747	4 505	45 448
Basse-Normandie	276	16	17 262	-	-	-	106 481	2 229	47 771
Bourgogne	302	9	33 576	-	-	-	85 967	1 848	46 519
Nord-Pas-de-Calais	2 006	44	45 590	-	-	-	299 355	5 525	54 181
Lorraine	-	-	-	777	36	21 600	110 798	2 503	44 266
Alsace	2 533	73	34 700	2 416	109	22 167	87 170	1 876	46 466
Franche-Comté	-	-	-	-	-	-	65 332	1 398	46 733
Pays de la Loire	-	-	-	-	-	-	205 098	4 232	48 463
Bretagne	653	22	29 710	-	-	-	140 938	3 513	40 119
Poitou-Charentes	500	12	41 707	-	-	-	92 280	1 974	46 748
Aquitaine	-	-	-	4 848	183	26 495	193 374	4 302	44 949
Midi-Pyrénées	2 930	95	30 845	-	-	-	133 437	2 910	45 854
Limousin	-	-	-	-	-	-	27 997	506	55 330
Rhône-Alpes	2 227	65	34 271	2 614	75	34 855	447 187	8 931	50 071
Auvergne	2 013	67	30 044	-	-	-	74 855	1 414	52 938
Languedoc-Roussillon	-	-	-	-	-	-	168 128	3 259	51 589
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	-	-	-	-	-	252 397	4 855	51 987
Total	20 327	567	35 851	17 585	608	28 924	4 014 797	78 723	50 999

Source : Prétrial DAE/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région et par objet du financement

RÉGIONS	NEUF				ANCIEN				ENSEMBLE			
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux de subvention %	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux de subvention %	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux de subvention %
Ile-de-France	821 296	13 870	59 213	10,4	114 172	2 092	54 575	10,2	935 469	15 962	58 606	10,4
Champagne-Ardenne	71 087	1 187	59 888	10,2	16 652	281	59 262	16,8	87 740	1 468	59 768	11,1
Picardie	127 176	2 456	51 782	11,8	23 452	396	59 223	17,3	150 629	2 852	52 815	12,4
Haute-Normandie	129 177	2 352	54 922	12,2	16 232	309	52 531	17,4	145 409	2 661	54 644	12,6
Centre	164 271	3 612	45 479	11,5	40 475	893	45 325	14,9	204 747	4 505	45 448	12,1
Basse-Normandie	96 686	2 022	47 817	10,4	9 795	207	47 323	17,2	106 481	2 229	47 771	10,8
Bourgogne	70 608	1 545	45 701	12,1	15 358	303	50 689	16,4	85 967	1 848	46 519	12,7
Nord-Pas-de-Calais	207 448	4 116	50 400	11,7	91 907	1 409	65 228	17,4	299 355	5 525	54 181	13,0
Lorraine	73 907	1 502	49 205	10,2	36 891	1 001	36 854	13,1	110 798	2 503	44 266	11,0
Alsace	73 820	1 459	50 596	11,9	13 349	417	32 013	11,4	87 170	1 876	46 466	11,8
Franche-Comté	47 320	969	48 834	11,8	18 012	429	41 987	15,0	65 332	1 398	46 733	12,5
Pays de la Loire	183 842	3 794	48 456	12,1	21 256	438	48 529	16,6	205 098	4 232	48 463	12,4
Bretagne	116 963	2 986	39 170	10,6	23 974	527	45 492	15,8	140 938	3 513	40 119	11,3
Poitou-Charentes	76 083	1 639	46 420	12,7	16 196	335	48 348	15,5	92 280	1 974	46 748	13,1
Aquitaine	162 228	3 303	49 115	12,3	31 145	999	31 176	13,6	193 374	4 302	44 949	12,5
Midi-Pyrénées	109 465	2 371	46 168	12,4	23 971	539	44 473	14,6	133 437	2 910	45 854	12,8
Limousin	23 069	399	57 818	12,3	4 927	107	46 055	14,7	27 997	506	55 330	12,6
Rhône-Alpes	372 662	7 514	49 595	11,6	74 524	1 417	52 593	14,2	447 187	8 931	50 071	12,0
Auvergne	55 175	1 026	53 777	12,0	19 679	388	50 720	14,1	74 855	1 414	52 938	12,5
Languedoc-Roussillon	150 090	2 797	53 661	12,6	18 038	462	39 043	19,5	168 128	3 259	51 589	13,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	228 851	4 277	53 507	11,4	23 545	578	40 735	11,6	252 397	4 855	51 987	11,4
Total	3 361 235	65 196	51 555	11,3	653 561	13 527	48 315	14,0	4 014 797	78 723	50 999	11,7

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région et par objet du financement Logements, à l'exclusion des foyers

RÉGIONS	NEUF				ANCIEN				ENSEMBLE			
	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Prix de revient moyen (franc)	% de logements dans des opérations en dépassement	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Prix de revient moyen (franc)	% de logements dans des opérations en dépassement	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Prix de revient moyen (franc)	% de logements dans des opérations en dépassement
Ile-de-France	13 301	59 972	572 612	39,4	1 727	59 594	585 362	47,3	15 028	59 929	574 077	40,3
Champagne-Ardenne	1 187	59 888	582 316	5,3	281	59 262	352 290	0,0	1 468	59 768	538 285	4,2
Picardie	2 359	52 932	443 614	3,0	383	60 083	346 001	0,0	2 742	53 931	429 980	2,5
Haute-Normandie	2 223	55 987	459 236	0,0	296	52 848	300 905	0,0	2 519	55 618	440 631	0,0
Centre	3 514	45 973	395 927	4,2	892	45 325	303 425	0,0	4 406	45 842	377 200	3,3
Basse-Normandie	1 958	48 289	460 571	0,0	198	47 854	275 707	0,0	2 156	48 249	443 594	0,0
Bourgogne	1 437	46 195	377 442	1,3	303	50 689	307 812	0,0	1 740	46 977	365 317	1,1
Nord-Pas-de-Calais	3 991	50 791	430 746	6,2	1 409	65 228	373 182	0,0	5 400	54 558	415 726	4,6
Lorraine	1 466	49 883	489 165	5,1	1 001	36 854	279 651	0,0	2 467	44 596	404 153	3,0
Alsace	1 294	53 690	445 673	1,3	400	31 864	279 749	0,0	1 694	48 536	406 494	1,0
Franche-Comté	907	51 087	431 445	1,3	429	41 987	279 551	2,7	1 336	48 165	382 671	1,7
Pays de la Loire	3 783	48 406	399 803	0,0	375	53 168	312 997	0,0	4 158	48 835	391 974	0,0
Bretagne	2 964	39 240	366 964	2,7	509	45 641	285 226	0,0	3 473	40 178	354 984	2,3
Poitou-Charentes	1 504	47 805	374 200	3,0	317	48 581	315 516	0,0	1 821	47 940	363 984	2,0
Aquitaine	2 954	50 924	409 903	16,0	945	30 938	226 329	7,0	3 899	46 080	365 410	12,3
Midi-Pyrénées	2 256	46 893	374 830	4,9	444	46 258	313 727	0,0	2 700	46 788	364 782	4,1
Limousin	399	57 818	469 454	0,0	107	46 055	313 157	0,0	506	55 330	436 403	0,0
Rhône-Alpes	7 168	50 348	429 555	20,7	1 411	52 388	369 589	26,3	8 569	50 684	419 681	21,6
Auvergne	959	55 435	459 561	1,5	388	50 720	358 137	0,0	1 347	54 077	430 346	1,1
Languedoc-Roussillon	2 797	53 661	423 043	3,7	462	39 043	199 358	0,0	3 259	51 589	391 333	3,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 208	53 824	470 935	28,8	570	40 927	351 584	5,7	4 778	52 286	456 697	26,1
Total	62 619	52 268	458 355	15,0	12 847	49 138	349 482	9,6	75 466	51 735	439 821	14,0

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région et par bénéficiaire

RÉGIONS	OPAC		OP d'HLM		SA d'HLM		SCP et SCI HLM	
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements
Ile-de-France	60 469	1 037	259 962	4 023	435 941	7 739	7 865	178
Champagne-Ardenne	20 109	355	27 625	467	37 021	587	900	17
Picardie	39 020	744	18 027	371	91 984	1 701		
Haute-Normandie	31 485	625	3 381	55	102 824	1 818	672	17
Centre	82 389	1 924	20 094	414	86 180	1 885		
Basse-Normandie	21 859	554	28 121	531	51 551	1 023		
Bourgogne	33 572	663	14 054	282	25 677	587		
Nord-Pas-de-Calais	47 207	836	25 414	489	205 865	3 814		
Lorraine	36 081	848	8 532	183	57 786	1 283		
Alsace	5 196	121	27 030	526	43 828	1 011		
Franche-Comté	6 260	115	29 719	607	22 605	502		
Pays de la Loire	27 792	531	65 530	1 376	89 604	1 823		
Bretagne	27 033	565	58 931	1 465	41 448	1 167		
Poitou-Charentes	29 572	644	22 466	531	22 971	471		
Aquitaine	2 812	48	78 742	2 024	80 626	1 598	2 489	52
Midi-Pyrénées	1 694	40	28 258	644	92 699	2 020	148	2
Limousin	-	-	12 468	230	4 232	82	2 463	42
Rhône-Alpes	127 183	2 462	48 555	958	179 118	3 697	1 082	21
Auvergne	29 110	541	11 564	221	26 917	493		
Languedoc-Roussillon	14 063	291	65 799	1 238	71 653	1 275	2 913	49
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 927	291	58 554	1 151	139 350	2 620		
Total	660 842	13 235	912 838	17 786	1 909 888	37 196	18 535	378

Source : Prétial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région et par bénéficiaire (suite)

RÉGIONS	SEM DE CONSTRUCTION SEM RU ET RI		COLLECTIVITÉS LOCALES ORGANISMES AGRÉÉS		ENSEMBLE	
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements
Ile-de-France	150 139	2 646	21 089	339	935 469	15 962
Champagne-Ardenne	1 896	35	187	7	87 740	1 468
Picardie	1 419	31	176	5	150 629	2 852
Haute-Normandie	5 140	98	1 906	48	145 409	2 661
Centre	10 160	176	5 922	106	204 747	4 505
Basse-Normandie	3 147	80	1 800	41	106 481	2 229
Bourgogne	9 254	238	3 407	78	85 967	1 848
Nord-Pas-de-Calais	14 650	283	6 217	103	299 355	5 525
Lorraine	6 975	167	1 423	22	110 798	2 503
Alsace	9 391	185	1 724	33	87 170	1 876
Franche-Comté	3 599	127	3 148	47	65 332	1 398
Pays de la Loire	19 088	452	3 083	50	205 098	4 232
Bretagne	3 092	139	10 433	177	140 938	3 513
Poitou-Charentes	14 688	291	2 581	37	92 280	1 974
Aquitaine	24 350	519	4 353	61	193 374	4 302
Midi-Pyrénées	5 693	104	4 942	100	133 437	2 910
Limousin	8 570	148	263	4	27 997	506
Rhône-Alpes	74 453	1 517	16 792	276	447 187	8 931
Auvergne	4 805	115	2 457	44	74 855	1 414
Languedoc-Roussillon	12 787	382	912	24	168 128	3 259
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36 371	789	192	4	252 397	4 855
Total	419 677	8 522	93 015	1 606	4 014 797	78 723

Source : Prétial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par région et par nature du logement Logements, à l'exclusion des foyer

RÉGIONS	LOGEMENTS (ENSEMBLE)				DONT LOGEMENTS ÉTUDIANTS		
	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Prix de revient moyen (franc)	% de logements dans des opérations en dépassement	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Prix de revient moyen (franc)
Ile-de-France	15 028	59 929	574 077	40,3	71	23 260	215 541
Champagne-Ardenne	1 468	59 768	538 285	4,2			
Picardie	2 742	53 931	429 980	2,5			
Haute-Normandie	2 519	55 618	440 631	0,0			
Centre	4 406	45 842	377 200	3,3	480	23 353	252 088
Basse-Normandie	2 156	48 249	443 594	0,0			
Bourgogne	1 740	46 977	365 317	1,1			
Nord-Pas-de-Calais	5 400	54 558	415 726	4,6	8	61 950	508 380
Lorraine	2 487	44 596	404 153	3,0			
Alsace	1 694	48 536	406 494	1,0			
Franche-Comté	1 336	48 165	382 671	1,7			
Pays de la Loire	4 158	48 835	391 974	0,0			
Bretagne	3 473	40 178	354 984	2,3	110	22 854	198 670
Poitou-Charentes	1 821	47 940	363 984	2,0			
Aquitaine	3 899	46 080	365 410	12,3			
Midi-Pyrénées	2 700	46 788	364 782	4,1			
Limousin	506	55 330	436 403	0,0			
Rhône-Alpes	8 569	50 684	419 681	21,6	80	27 634	220 852
Auvergne	1 347	54 077	430 346	1,1	73	24 599	169 711
Languedoc-Roussillon	3 259	51 589	391 333	3,2			
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 778	52 286	456 697	26,1			
Total	75 466	51 735	439 821	14,0	822	24 181	233 922

Source : Prêtial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par tranche d'unité urbaine

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	PLA (ENSEMBLE)		DONT PLA D'INSERTION	
	Montant total des subventions (millier de F)	%	Montant total des subventions (millier de F)	%
Communes rurales	520 489	13,0	78 642	18,7
Moins de 5 000 habitants	221 533	5,5	20 135	4,8
5 000 à 9 999 habitants	208 470	5,2	21 278	5,1
10 000 à 19 999 habitants	200 609	5,0	13 635	3,2
20 000 à 49 999 habitants	299 938	7,5	34 786	8,3
50 000 à 99 999 habitants	341 540	8,5	34 118	8,1
100 000 à 199 999 habitants	418 494	10,4	39 050	9,3
200 000 à 1 999 999 habitants	981 824	24,5	125 707	29,9
Unité urbaine de Paris	821 895	20,5	53 097	12,6
Total	4 014 797	100,0	420 451	100,0

Source : Prêtial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par tranche d'unité urbaine et bénéficiaire

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	OPAC		OP d'HLM		SA d'HLM		SCP et SCI d'HLM	
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements
Communes rurales	120 219	2 354	146 310	2 980	200 211	3 858	3 786	69
Moins de 5 000 habitants	39 029	794	49 071	925	123 621	2 403	313	5
5 000 à 9 999 habitants	44 358	857	43 983	946	104 174	1 995	849	13
10 000 à 19 999 habitants	30 579	617	31 549	643	117 753	2 174	3 781	108
20 000 à 49 999 habitants	52 329	980	76 130	1 473	135 445	2 775	1 468	31
50 000 à 99 999 habitants	96 887	1 824	65 734	1 409	135 178	2 690	314	7
100 000 à 199 999 habitants	78 864	1 750	124 817	2 584	160 800	3 182	1 355	28
200 000 à 1 999 999 habitants	163 630	3 412	138 220	3 147	552 155	11 392	1 384	27
Unité urbaine de Paris	34 943	647	237 020	3 679	380 548	6 727	5 282	90
Total	660 842	13 235	912 838	17 786	1 909 888	37 196	18 535	378

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par tranche d'unité urbaine et bénéficiaire (suite)

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	SEM DE CONSTRUCTION SEM RU ET RI		COLLECTIVITÉS LOCALES ORGANISMES AGRÉÉS		ENSEMBLE	
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements
Communes rurales	17 488	354	32 472	514	520 489	10 129
Moins de 5 000 habitants	5 386	131	4 109	80	221 533	4 338
5 000 à 9 999 habitants	11 334	221	3 770	75	208 470	4 107
10 000 à 19 999 habitants	15 690	334	1 254	18	200 609	3 894
20 000 à 49 999 habitants	32 511	665	2 054	54	299 938	5 978
50 000 à 99 999 habitants	39 624	776	3 801	93	341 540	6 799
100 000 à 199 999 habitants	49 357	1 123	3 300	54	418 494	8 721
200 000 à 1 999 999 habitants	104 541	2 374	21 892	391	981 824	20 743
Unité urbaine de Paris	143 741	2 544	20 358	327	821 895	14 014
Total	419 677	8 522	93 015	1 606	4 014 797	78 723

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PLA, y compris PLA d'insertion, par tranche d'unité urbaine et objet du financement

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	NEUF				ANCIEN				TOTAL			
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux moyen de subvention %	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux moyen de subvention %	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Taux moyen de subvention %
Communes rurales	410 529	8 135	50 464	11,8	109 959	1 994	55 145	16,1	520 489	10 129	51 386	12,5
Moins de 5 000 habitants	187 372	3 635	51 546	11,6	34 160	703	48 592	15,0	221 533	4 338	51 068	12,1
5 000 à 9 999 habitants	175 423	3 411	51 428	11,9	33 047	696	47 482	14,6	208 470	4 107	50 759	12,3
10 000 à 19 999 habitants	175 935	3 398	51 776	12,0	24 674	496	49 746	14,2	200 609	3 894	51 517	12,2
20 000 à 49 999 habitants	245 396	4 774	51 402	11,9	54 541	1 204	45 300	14,9	299 938	5 978	50 173	12,3
50 000 à 99 999 habitants	299 295	5 946	50 335	11,8	42 245	853	49 525	16,3	341 540	6 799	50 233	12,2
100 000 à 199 999 habitants	354 278	7 190	49 273	11,6	64 216	1 531	41 944	15,2	418 494	8 721	47 987	12,1
200 000 à 1 999 999 habitants	795 577	16 685	47 682	11,5	186 247	4 058	45 896	14,6	981 824	20 743	47 332	12,0
Unité urbaine de Paris	717 426	12 022	59 676	10,2	104 468	1 992	52 444	9,9	821 895	14 014	58 648	10,2
Total	3 361 235	65 196	51 555	11,3	653 561	13 527	48 315	14,0	4 014 797	78 723	50 999	11,7

Source : Prétrial DAEI/SDISC

II. Les subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux dites PALULOS

Présentation

Cette subvention est subordonnée à la passation d'une convention entre le bailleur et l'Etat.

Elle peut être versée aux organismes d'HLM, sociétés anonymes et offices, à divers autres établissements publics, collectivités locales, sociétés d'économie mixte, mais aussi à des personnes morales propriétaires de cités familiales ou de foyers et enfin à des organismes contribuant à loger des personnes défavorisées.

Pour des immeubles appartenant aux organismes précités ou gérés par eux, elle contribue au financement de travaux d'amélioration dont la nature est bien définie et non de simples travaux d'entretien ou de réfection :

- travaux de mise en conformité,
- travaux d'économie d'énergie,
- travaux destinés à réduire les charges, renforcer la sécurité des personnes et des biens, améliorer le confort, y compris l'accessibilité et l'adaptation des logements aux personnes handicapées et âgées.

La subvention est, en général, égale à 20% du coût des travaux dans la limite d'une dépense subventionnable plafonnée à 85 000 F TTC par logement.

Des dérogations au taux de subvention versée ou au plafond de dépense peuvent être exceptionnellement accordées.

On utilisera dans cette publication l'expression de "petits travaux" pour désigner les travaux d'un montant inférieur à 15 000 F par logement.

Comme pour le PLA, les chiffres portent sur la France métropolitaine à l'exclusion de la région Corse.

Principaux résultats et commentaires

Le montant global des subventions PALULOS décroît d'environ 7 % entre 1992 et 1993, principalement en DSQ et dans les unités urbaines de plus de 200 000 habitants, alors que le nombre de logements concernés par les travaux chute de plus de 17 %, et passe en dessous de 200 000.

Le différentiel sensible entre la baisse relative du nombre de logements et celle des subventions versées explique une hausse de la subvention moyenne versée par logement d'environ 9 %.

La part de l'Île-de-France dans la masse des subventions diminue assez fortement, passant de plus de 30 % en 1992 à 23 % en 1993. Les Pays-de-la-Loire, avec 53 % de subventions versées en plus par rapport à 1992, et le Nord-Pas de Calais, avec 17 % de hausse, sont les régions où les efforts de réhabilitation des bailleurs sociaux se sont le plus développés.

En ce qui concerne le nombre de logements, treize régions sur vingt et une connaissent des baisses sensibles, allant pour l'Île-de-France jusqu'à 40 %. La région Midi-Pyrénées connaît quant à elle une hausse de 75 % du nombre de logements réhabilités par rapport à 1992.

La dispersion de la subvention moyenne par logement est forte ; en Île-de-France, où la subvention moyenne est la plus élevée, elle représente 2,42 fois celle de Bretagne, la plus faible.

En ce qui concerne le montant moyen des travaux effectués, la dispersion est du même niveau que l'année précédente, 84 329 F en Alsace, pour 28 194 F en Provence-Alpes Côte d'Azur, soit près de trois fois plus.

Les travaux en DSQ

Le poids des DSQ dans la baisse en terme de subventions explique en grande partie celle constatée sur un plan général. Au cours de l'année 1993, dernière année du X^{ème} plan (1989-1993), la masse de subventions et le nombre de logements ont baissé fortement dans les quartiers DSQ.

Les subventions versées, entre 1992 et 1993, subissent une baisse de 18 %, et le nombre de logements 32 %. La différence d'évolution s'accompagne d'une hausse sensible (11,4 %) de la subvention moyenne par logement, qui passe ainsi de 13 938 F à 15 529 F.

Le différentiel de niveau de la subvention moyenne PALULOS dans ce secteur à population défavorisée par rapport à la subvention moyenne, plus de 28 %, montre bien le caractère très social de cette aide.

Les petits travaux

Le nombre de logements ayant fait l'objet de petits travaux est également en baisse. Le montant des subventions correspondantes baisse de façon moins importante. Au total, la subvention moyenne progresse d'environ 6 %.

On constate en Provence-Alpes Côte d'Azur un doublement des subventions versées, pour une augmentation du nombre de logements améliorés de près de 45 %. Les régions Provence-Alpes Côte d'Azur, Nord-Pas de Calais et Pays-de-la-Loire concentrent plus de la moitié (52,7 %) des logements ayant connu des petits travaux.

Les travaux par tranche d'unité urbaine

La subvention moyenne est la plus forte dans les catégories extrêmes, à savoir l'unité urbaine de Paris ainsi que les communes rurales, respectivement 18 257 F et 14 558 ; il en va de même du montant moyen des travaux par logement, respectivement 75 031 F et 76 013 F.

La baisse du nombre de logements, par rapport à 1992, est la plus sensible dans la tranche d'unité urbaine de 20 000 à 49 999 habitants et dans celle de Paris.

Liste des tableaux

■ 1. par région

- la PALULOS, tableau général
- la PALULOS, ensemble des travaux
- la PALULOS, dont petits travaux
- la PALULOS, ensemble des travaux en DSQ
- la PALULOS, dont petits travaux en DSQ

■ 2. par tranche d'unité urbaine

- la PALULOS, ensemble des travaux
- la PALULOS, dont petits travaux
- la PALULOS, ensemble des travaux en DSQ
- la PALULOS, dont petits travaux en DSQ

Subventions PALULOS par région

RÉGIONS	ENSEMBLE DES TRAVAUX							
	Montant total des subventions (millier de F)	%	Nombre de logements	%	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux	Montant moyen des travaux par logement (franc)
Ile-de-France	562 689	23,4	31 279	15,7	17 989	2 281 428	2 561 779	72 938
Champagne-Ardenne	66 731	2,7	5 952	2,9	11 211 *	353 054	409 841	59 317
Picardie	57 205	2,3	3 959	1,9	14 449	236 763	301 077	59 803
Haute-Normandie	92 959	3,8	7 092	3,5	13 107	456 124	666 576	64 315
Centre	84 454	3,5	6 902	3,4	12 236	370 233	605 063	53 641
Basse-Normandie	51 209	2,1	3 180	1,6	16 103	228 780	290 524	71 943
Bourgogne	75 350	3,1	8 633	4,3	8 728	349 298	428 898	40 460
Nord-Pas-de-Calais	186 052	7,7	19 525	9,8	9 528	777 622	954 247	39 826
Lorraine	113 607	4,7	6 885	3,4	16 500	516 600	674 347	75 032
Alsace	88 383	3,6	4 962	2,4	17 812	418 443	532 405	84 329
Franche-Comté	51 046	2,1	4 871	2,4	10 479	214 056	404 004	43 945
Pays de la Loire	155 332	6,4	17 020	8,5	9 126	613 965	956 936	36 073
Bretagne	73 392	3,0	9 891	4,9	7 420	376 302	551 202	38 044
Poitou-Charentes	43 388	1,8	3 496	1,7	12 410	190 681	232 800	54 542
Aquitaine	52 003	2,1	4 990	2,5	10 421	244 431	379 091	48 984
Midi-Pyrénées	73 325	3,0	6 623	3,3	11 071	330 098	469 690	49 841
Limousin	29 699	1,2	1 785	0,8	16 638	127 558	183 016	71 461
Rhône-Alpes	287 911	11,9	22 323	11,2	12 897	1 335 023	1 833 925	59 804
Auvergne	28 191	1,1	2 535	1,2	11 120	136 387	207 616	53 801
Languedoc-Roussillon	60 253	2,5	4 747	2,3	12 692	246 985	354 822	52 029
Provence-Alpes-Côte d'Azur..	166 931	6,9	21 853	11,0	7 638	616 137	874 992	28 194
Total.....	2 400 119	100,0	198 503	100,0	12 091	10 419 979	13 872 860	52 492

Source : Prêtial DAE/SDISC

Subventions PALULOS par région

RÉGIONS	ENSEMBLE DES TRAVAUX						
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux (millier de F)	Montant moyen des travaux par logement (franc)	Taux de subvention %
Ile-de-France	562 689	31 279	17 989	2 281 428	2 561 779	72 938	24,6
Champagne-Ardenne	66 731	5 952	11 211	353 054	409 841	59 317	18,9
Picardie	57 205	3 959	14 449	236 763	301 077	59 803	24,1
Haute-Normandie	92 959	7 092	13 107	456 124	666 576	64 315	20,3
Centre	84 454	6 902	12 236	370 233	605 063	53 641	22,8
Basse-Normandie	51 209	3 180	16 103	228 780	290 524	71 943	22,3
Bourgogne	75 350	8 633	8 728	349 298	428 898	40 460	21,5
Nord-Pas-de-Calais	186 052	19 525	9 528	777 622	954 247	39 826	23,9
Lorraine	113 607	6 885	16 500	516 600	674 347	75 032	21,9
Alsace	88 383	4 962	17 812	418 443	532 405	84 329	21,1
Franche-Comté	51 046	4 871	10,479	214 056	404 004	43 945	23,8
Pays de la Loire	155 332	17 020	9 126	613 965	956 936	36 073	25,2
Bretagne	73 392	9 891	7 420	376 302	551 202	38 044	19,5
Poitou-Charentes	43 388	3 496	12 410	190 681	232 800	54 542	22,7
Aquitaine	52 003	4 990	10 421	244 431	379 091	48 984	21,2
Midi-Pyrénées	73 325	6 623	11 071	330 098	469 690	49 841	22,2
Limousin	29 699	1 785	16 638	127 558	183 016	71 461	23,2
Rhône-Alpes	287 911	22 323	12 897	1 335 023	1 833 925	59 804	21,5
Auvergne	28 191	2 535	11 120	136 387	207 616	53 801	20,6
Languedoc-Roussillon	60 253	4 747	12 692	246 985	354 822	52 029	24,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur..	166 931	21 853	7 638	616 137	874 992	28 194	27,0
Total	2 400 119	198 503	12 091	10 419 979	13 872 860	52 492	23,0

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PALULOS par région (suite)

RÉGIONS	DONT PETITS TRAVAUX						
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux (millier de F)	Montant moyen des travaux par logement (franc)	Taux de subvention %
Ile-de-France	6 411	2 919	2 196	27 369	27 369	9 376	23,4
Champagne-Ardenne	39	15	2 647	198	201	13 238	19,9
Picardie	977	499	1 959	4 159	4 159	8 335	23,5
Haute-Normandie	1 075	1 031	1 043	5 516	15 787	5 350	19,4
Centre	1 117	954	1 171	9 604	9 913	10 067	11,6
Basse-Normandie	41	36	1 156	208	314	5 780	19,9
Bourgogne	2 861	3 043	940	14 345	14 636	4 714	19,9
Nord-Pas-de-Calais	5 419	7 873	688	24 427	26 746	3 102	22,1
Lorraine	884	554	1 596	5 080	7 200	9 169	17,4
Alsace	595	285	2 090	2 979	3 415	10 454	19,9
Franche-Comté	1 650	1 845	894	7 872	13 622	4 267	20,9
Pays de la Loire	8 077	7 675	1 052	34 191	44 555	4 454	23,6
Bretagne	7 169	4 075	1 759	27 823	36 954	6 827	25,7
Poitou-Charentes	37	24	1 541	185	185	7 709	20,0
Aquitaine	1 138	763	1 492	4 692	4 745	6 150	24,2
Midi-Pyrénées	2 072	1 758	1 178	8 422	9 146	4 790	24,6
Limousin	239	192	1 248	1 198	1 198	6 242	20,0
Rhône-Alpes	5 852	5 070	1 154	25 596	25 866	5 048	22,8
Auvergne	506	591	857	2 769	10 526	4 685	18,2
Languedoc-Roussillon	523	603	868	2 498	4 568	4 143	20,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur..	18 322	11 471	1 597	71 319	99 387	6 217	25,6
Total	65 016	51 276	1 267	280 458	360 501	5 469	23,1

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PALULOS par région

RÉGIONS	ENSEMBLE DES TRAVAUX EN DSQ						
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux (millier de F)	Montant moyen des travaux par logement (franc)	Taux de subvention %
Ile-de-France	158 217	8 361	18 923	570 870	609 864	68 277	27,7
Champagne-Ardenne	17 810	1 770	10 062	97 568	112 387	55 123	18,2
Picardie	24 093	1 694	14 223	81 431	89 740	48 070	29,5
Haute-Normandie	15 428	1 378	11 196	69 933	98 284	50 749	22,0
Centre	19 227	1 109	17 337	67 092	113 659	60 498	28,6
Basse-Normandie	10 672	685	15 580	41 443	53 741	60 500	25,7
Bourgogne	21 152	1 636	12 929	78 874	90 485	48 211	26,8
Nord-Pas-de-Calais	85 151	4 506	18 897	288 694	363 504	64 068	29,4
Lorraine	55 700	2 760	20 181	176 559	220 497	63 970	31,5
Alsace	21 034	551	38 174	66 798	83 811	121 231	31,4
Franche-Comté	16 358	1 066	15 345	58 283	91 675	54 674	28,0
Pays de la Loire	34 996	2 405	14 551	121 388	175 759	50 473	28,8
Bretagne	10 598	879	12 057	43 032	63 845	48 956	24,6
Poitou-Charentes	17 548	1 008	17 408	63 115	68 699	62 614	27,8
Aquitaine	5 653	608	9 297	18 828	21 718	30 967	30,0
Midi-Pyrénées	17 835	1 150	15 508	77 509	102 532	67 399	23,0
Limousin	4 705	237	19 855	15 685	15 685	66 183	30,0
Rhône-Alpes	120 908	8 922	13 551	472 212	621 496	52 926	25,6
Auvergne							
Languedoc-Roussillon	33 106	2 026	16 340	110 781	136 156	54 679	29,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur..	32 030	3 756	8 527	108 711	147 299	28 943	29,4
Total	722 231	46 507	15 529	2 628 815	3 280 845	56 525	27,4

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PALULOS par région (suite)

RÉGIONS	DONT PETITS TRAVAUX EN DSQ						
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux (millier de F)	Montant moyen des travaux par logement (franc)	Taux de subvention %
Ile-de-France	2 814	1 604	1 754	9 381	9 381	5 848	30,0
Picardie	852	406	2 100	2 842	2 842	7 001	29,9
Haute-Normandie	240	306	784	600	600	1 960	40,0
Bourgogne	295	100	2 958	1 479	1 479	14 792	19,9
Nord-Pas-de-Calais	1 407	475	2 962	4 690	5 605	9 875	29,9
Lorraine	378	131	2 887	1 261	1 454	9 625	30,0
Franche-Comté	357	262	1 363	1 190	2 217	4 544	30,0
Pays de la Loire	847	791	1 071	2 826	2 826	3 572	30,0
Poitou-Charentes	37	24	1 541	185	185	7 709	20,0
Aquitaine	600	380	1 578	2 000	2 000	5 263	30,0
Midi-Pyrénées	138	48	2 882	691	1 305	14 412	20,0
Rhône-Alpes	4 598	3 534	1 301	18 476	18 726	5 228	24,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur..	1 621	1 727	938	5 631	7 891	3 260	28,7
Total	14 188	9 788	1 449	51 256	56 514	5 236	27,6

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PALULOS par tranche d'unité urbaine

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	ENSEMBLE DES TRAVAUX						
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux (millier de F)	Montant moyen des travaux par logement (franc)	Taux de subvention %
Communes rurales	73 171	5 026	14 558	382 045	841 037	76 013	19,1
Moins de 5 000 habitants	45 357	4 086	11 100	228 672	347 650	55 964	19,8
5 000 à 9 999 habitants	75 630	7 924	9 544	372 656	529 493	47 028	20,2
10 000 à 19 999 habitants	130 678	10 643	12 278	627 976	865 875	59 003	20,8
20 000 à 49 999 habitants	237 507	17 636	13 467	1 122 451	1 505 629	63 645	21,1
50 000 à 99 999 habitants	323 591	29 796	10 860	1 307 216	1 815 814	43 872	24,7
100 000 à 199 999 habitants	250 959	23 708	10 585	1 027 901	1 291 751	43 356	24,4
200 000 à 1 999 999 habitants	751 948	71 681	10 490	3 249 948	4 301 492	45 339	23,1
Unité urbaine de Paris	511 273	28 003	18 257	2 101 109	2 374 116	75 031	24,3
Total	2 400 119	198 503	12 091	10 419 979	13 872 860	52 492	23,0

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PALULOS par tranche d'unité urbaine (suite)

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	DONT PETITS TRAVAUX						
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux (millier de F)	Montant moyen des travaux par logement (franc)	Taux de subvention %
Communes rurales	122	163	749	633	925	3 889	19,2
Moins de 5 000 habitants	890	516	1 725	5 143	5 905	9 967	17,3
5 000 à 9 999 habitants	2 833	1 978	1 432	12 671	14 860	6 406	22,3
10 000 à 19 999 habitants	2 108	1 833	1 150	8 417	9 786	4 592	25,0
20 000 à 49 999 habitants	5 788	3 196	1 811	26 271	38 084	8 219	22,0
50 000 à 99 999 habitants	8 468	8 077	1 048	41 443	52 836	5 130	20,4
100 000 à 199 999 habitants	6 994	9 441	740	31 925	32 977	3 381	21,9
200 000 à 1 999 999 habitants	32 855	24 426	1 345	131 440	182 613	5 381	24,9
Unité urbaine de Paris	4 954	1 646	3 010	22 512	22 512	13 676	22,0
Total	65 016	51 276	1 267	280 458	360 501	5 469	23,1

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PALULOS par tranche d'unité urbaine

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	ENSEMBLE DES TRAVAUX EN DSQ						
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux (millier de F)	Montant moyen des travaux par logement (franc)	Taux de subvention %
Communes rurales	48	2	24 300	243	243	121 677	19,9
5 000 à 9 999 habitants	9 398	891	10 547	31 117	41 589	34 923	30,2
10 000 à 19 999 habitants	14 980	769	19 480	55 786	95 229	72 544	26,8
20 000 à 49 999 habitants	65 906	3 190	20 660	242 392	344 464	75 985	27,1
50 000 à 99 999 habitants	128 698	9 936	12 952	461 223	604 908	46 419	27,9
100 000 à 199 999 habitants	115 901	7 439	15 580	394 297	461 596	53 004	29,3
200 000 à 1 999 999 habitants	275 207	18 632	14 770	1 026 639	1 280 134	55 100	26,8
Unité urbaine de Paris	112 090	5 648	19 846	417 114	452 679	73 851	26,8
Total	722 231	46 507	15 529	2 628 815	3 280 845	56 525	27,4

Source : Prétrial DAEI/SDISC

Subventions PALULOS par tranche d'unité urbaine (suite)

TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	DONT PETITS TRAVAUX EN DSQ						
	Montant total des subventions (millier de F)	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (franc)	Montant des travaux subventionnés (millier de F)	Montant total des travaux (millier de F)	Montant moyen des travaux par logement (franc)	Taux de subvention %
5 000 à 9 999 habitants	827	212	3 902	2 758	3 689	13 009	30,0
20 000 à 49 999 habitants	576	232	2 485	1 922	1 922	8 285	29,9
50 000 à 99 999 habitants	2 587	1 928	1 342	8 426	9 284	4 370	30,7
100 000 à 199 999 habitants	3 567	2 110	1 690	12 621	13 647	5 981	28,2
200 000 à 1 999 999 habitants	5 271	4 975	1 059	21 003	23 446	4 221	25,0
Unité urbaine de Paris	1 357	331	4 100	4 524	4 524	13 668	30,0
Total	14 188	9 788	1 449	51 256	56 514	5 236	27,6

Source : Prétrial DAEI/SDISC

